



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 18 mai 2022

Le dix-huit mai deux mille vingt deux à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 10 mai 2022, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, GARROUT Karim, COHEN Rachel, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, GUILLAUME Didier, ESSONNE MENGE Terence.

Étaient représentés :

M. COELHO Vasco	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme BRULANT Marina	mandat à M. HABI Hacène
Mme FRANCISOT Amandine	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
M. DESROCHES Damien	mandat à Mme SASU Hancès
Mme MARTIN Mélisandre	mandat à Mme LANTERNIER Lucie
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme BENKHALA Malika	mandat à M. AOUMMIS Hassan
M. HUTIN Sébastien	mandat à Mme JUHEL Françoise

Était absente : LEMOINE Nathalie

Secrétaire de séance : SASU Hancès Yamina

Sommaire

Désignation du secrétaire de séance	5
Appel.....	5
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 23 mars 2022.....	5
→ Remerciements de Monsieur le Maire	5
→ Annonce de la démission de Monsieur Hacène Habi comme adjoint de la sécurité.....	6
→ 1. Débat sur le rapport de la Chambre régionale des Comptes	6
RESSOURCES HUMAINES	19
→ 2. Avancement de grade-critères d'avancement.....	19
→ 3. Création de deux postes « d'adulte relais » médiateurs.....	23
→ 4. Tableau des effectifs du personnel communal.....	26
FINANCES COMMANDE PUBLIQUE	26
→ 5. Décision modificative n°1 - budget parking.....	26
Tarification.....	26
→ 6. Mise à jour du règlement de fonctionnement du PASAM et actualisation de la tarification des activités municipales annexée à compter du 1er septembre 2022	26
→ 7. Tarifs des concessions dans le cimetière communal à partir du 1er juillet 2022	27
→ 8. Tarification et modalités de paiement des « séjours familles » dans le cadre des centres sociaux.....	27
Urbanisme.....	28
→ 9. Cession du terrain du 49 bis avenue de la République de la Ville.....	28
→ 10. Lancement de la modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme.....	28
→ 11. Avis de la commune sur le Règlement Local de la Publicité Intercommunale.....	30
→ 12. Suppression de la servitude de cour commune et de non aedificandi constituée sur la parcelle cadastrée numéros 118 et 119.....	35
Prévention et sécurité.....	37
→ 13. Modification du tarif de stationnement payant sur voirie (forfait post stationnement) et suppression de la minoration	37
Médiathèque	40
→ 14. Adhésion du réseau des médiathèques de la ville de Choisy-le-Roi à l'association professionnelle : l'ABF.....	40
→ 15. Adhésion du réseau des médiathèques de la ville de Choisy-le-Roi à l'association professionnelle : Valmédia 94	40
→ 16. Adhésion du réseau des médiathèques de la ville de Choisy-le-Roi à l'association professionnelle : l'agence Quand les livres relient	40
→ 17. Adhésion du réseau des médiathèques de la ville de Choisy-le-Roi à l'association professionnelle : Images en bibliothèque	40

Parking	41
→ 18. approbation du règlement intérieur des parkings publics couverts.....	41
DLC	43
→ 19. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2022 (1ère affectation)	43
→ 20. Actions 2022 financées dans le cadre du contrat de ville Seine Amont - approbation des demandes de subventions	43
Transition écologique	45
→ 21. Approbation de la convention à passer avec l'association Au Fil de l'Eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2022.....	45
Administration générale	46
→ 22. Adhésion au SIGEIF de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre	46
→ 23. Retrait de la ville de Champigny-sur-Marne du SIRESCO	46
→ 24. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	47
→ Conclusion	47

La séance est ouverte à 19 h 42 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Nous ouvrons ce Conseil municipal. Vous avez été convoqué dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Madame Hancès Sasu, qui accepte volontairement.

(Mme Hancès Sasu est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je vais passer la parole à Monsieur Baranger, notre DGS, pour procéder à l'appel.

→ Appel

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 23 mars 2022

M. le Maire : Merci, Monsieur Baranger. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 23 mars dernier avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ce projet verbal ? Il n'y en a pas. Nous l'adoptons.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté à l'unanimité.

→ Remerciements de Monsieur le Maire

M. le Maire : Je tiens à faire part de mes remerciements de l'ensemble des groupes de notre Conseil municipal en relation avec les dernières élections présidentielles. Il est toujours très difficile de trouver des assesseurs, alors que c'est indispensable pour l'expression de notre démocratie, et encore plus difficile au second tour lorsqu'il y a plus qu'un ou deux participants restés en lice qui se trouvent là. Bien sûr, beaucoup moins d'intérêt donc pour des assesseurs potentiels. Nous avons rencontré ce problème, comme dans beaucoup de villes, dont il faudra bien un jour le régler au niveau sûrement d'une loi, peut-être convoquer les gens comme dans des jurés d'assises pour faire leur devoir. Mais donc, nous avons pu, les différents partis, sûrement pas une liste présentée par le maire, puisque ce sont les partis qui désignent des assesseurs, mais là, n'ayant plus que deux partis qui étaient faiblement représentés, je dois dire qu'il n'y a pas eu, alors que l'enjeu était important, puisque c'était le parti En Marche et le parti, j'allais dire Front National, Rassemblement National qui étaient représentés, et qui ont présenté très peu d'assesseurs. Le maire a établi une liste du maire, et je remercie donc le parti socialiste, parti communiste, donc tous les partis, le parti écologiste, qui ont envoyé des assesseurs pour que ces élections se déroulent parfaitement. Soyez-en remerciés. Je pense qu'il faudra faire part du même effort pour les législatives. Et à ce titre, je lance un appel que je ne devrais pas à tous les conseillers municipaux, puisque le premier devoir d'un conseiller municipal, lorsqu'il s'engage sur une liste et qu'il est élu, c'est de tenir des bureaux de vote. Donc nous allons tous être convoqués pour tenir des bureaux de vote, je vous demande de répondre positivement à cet appel, sauf en cas de force majeure, ce qui peut toujours s'avérer.

C'est une question éminemment importante. D'année en année, le nombre de volontaires diminue. Je comprends que l'on soit pris, que l'on ait une vie de famille, bien sûr, mais si on

fait le compte, ce n'est pas tous les mois, tous les six mois, tous les ans, tous les deux ans, qu'il faut tenir un bureau de vote. Donc je vous remercie à l'avance pour tous ceux qui feront cet effort, étant donné que par rapport à ce qui pourrait paraître, c'est pour moi toujours une excellente journée. Même lorsque j'étais simple conseiller municipal, c'est avec joie que je participais au bureau de vote. Lorsqu'il n'y a pas d'électeurs, nous pouvons avoir des conversations détendues avec respect, nous rencontrons des concitoyens. Pour moi, c'est une journée forte agréable. Merci.

→ **Annonce de la démission de Monsieur Hacène Habi comme adjoint de la sécurité**

M. le Maire : J'ai une information importante à vous communiquer, moins agréable. Je vous annonce la démission de Monsieur Hacène Habi, adjoint à la sécurité, qui prend effet dès ce soir, la préfète l'ayant accordée. Je tiens à la dignité de ce Conseil municipal, comme ceux qui se sont déroulés, les deux, trois derniers qui se sont déroulés, qui ont été importants. Je ne souhaite pas débattre de cette question, je prends cela pour un échec personnel, ce qui arrive. Je vais donc procéder à la délibération numéro 1, les uns et les autres pourront s'exprimer en toute liberté auprès de la presse qui ne manquera pas de vous solliciter, de me solliciter, de solliciter Monsieur Hacène Habi. Je préfère qu'on s'en tienne à l'ordre du jour. Je prends toute responsabilité sur ma personne, mes collègues n'y sont pour rien. Donc c'est une alerte pour nous de la majorité, je le prends comme tel, ce qui ne nous empêche pas de continuer notre travail avec conscience et sans compter nos heures.

→ **1. Débat sur le rapport de la Chambre régionale des Comptes**

M. le Maire : Le premier point qui nous interpelle, on a écrit « débat sur le rapport de la Chambre régionale des Comptes », mais c'est plutôt un rapport qu'un débat. Je vais vous présenter ce rapport.

Pour le public qui nous suit, bien sûr, très schématiquement, en application des dispositions de l'article L 211-8 du Code de juridiction financière, la Chambre régionale des Comptes d'Île-de-France a examiné les comptes et la gestion de la commune pour les exercices 2014 et suivants, c'est-à-dire jusqu'en 2019. À l'issue de cette instruction et de cet examen, un rapport d'observations définitives a été transmis pour observations finales. Il y a eu des préliminaires, et puis le rapport final que nous vous présentons ce soir, que vous avez sur votre table, avec moi-même et Monsieur Guillaume, maire sur la période concernée.

Pour information, le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des Comptes clôture l'examen de la gestion de la collectivité. Il comporte une synthèse, des constats et des recommandations. Le rapport d'observations définitives, intégrant les réponses des maires, a été communiqué par la Chambre régionale des Comptes le 4 mars 2022. Comme vous le verrez, nous avons répondu à diverses observations qui ont été retirées du rapport, d'autres dont nous avons déjà tiré les conclusions, et autres observations que nous sommes en train de mettre en œuvre parce que nous sommes tenus de mettre en œuvre les observations de la Cour des comptes, ce qui fait qu'ils viennent d'ailleurs vérifier le suivi de ces observations, donc cela nous oblige.

L'article L 243-6 du Code des juridictions financières fait obligation aux exécutifs des collectivités de communiquer à leur assemblée délibérante les observations définitives formulées par la Chambre régionale des Comptes en vue d'un débat au Conseil municipal. C'est pour cela qu'on a mis « débat », d'ailleurs. Pour la loi, il faut faire un débat. Vous pourrez apporter des observations, ce sont des faits factuels, le débat, mais bon, la parole, bien sûr, vous sera donnée.

À la suite de la présentation du rapport au Conseil municipal, ce document qui était strictement réservé aux maires et à la direction générale auparavant devient communicable à toute personne qui en ferait la demande. Une publication est prévue sur les sites de la commune à cet effet, ce qui permettra aux personnes de les visualiser sans en faire la demande. Il est donc demandé aux membres du Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de la communication des observations, il n'y aura donc pas de vote, c'est une présentation, donc prendre acte des observations définitives formulées par la Chambre régionale des Comptes.

Les recommandations de régularités qui ont été retirées, car les réponses aux questions qui ont été posées à Monsieur Guillaume, maire sur cette période de 2014 à 2019, et moi-même, ont donné satisfaction à la Cour des comptes. Donc ils nous demandaient d'élaborer un rapport sur l'état de la collectivité dans les meilleurs délais, et à compter de 2022, élaborer tous les ans un rapport social unique, ce que, bien sûr, nous sommes en train de faire pour 2022, puisqu'il y a les périodes antérieures, mais ils recommandent aussi, ce qui n'a pas été fait auparavant, bien sûr de mettre en œuvre.

Mettre en conformité l'attribution des logements de fonction avec le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logements, que ce soient les concessions de logements pour nécessité absolue de service ou les conventions d'occupation à titre précaire. Nous avons donc répondu, nous avons donné les occupants, nous nous sommes expliqués là-dessus, puisqu'il peut y avoir diverses interprétations entre un logement pour nécessité absolue et un logement de service qui sont, pour les deux, des conventions d'occupation à titre précaire. Par exemple, un gardien sur site est considéré dès qu'il finit assez tard, ou par exemple le gardien qui travaille à la ferme, il est logé sur place. C'est ce qu'on appelle une nécessité absolue, puisqu'il doit soigner les animaux, par exemple à 22h et 23h. Il ne peut pas partir s'il habite à 50 km, ou même se déplacer toutes les heures. C'est une compensation qui lui est donnée par rapport à son travail. C'est un exemple, mais il y en a d'autres.

Communiquer au Conseil municipal et à la Commission consultative des services publics locaux les rapports annuels de gestion de la société Les fils de Madame Géraud conformément aux articles L 1413-1 et L 1411-3 du Code général des collectivités. La société Les fils de Madame Géraud est la société qui a en DSP les marchés de notre ville, le marché du centre, je parle des marchés de bouche, marché des Gondoles, le marché du soir le vendredi, et le marché des Navigateurs. Nous leur avons donc communiqué ce rapport annuel de gestion, et la recommandation tombe : il va falloir la faire tous les ans.

Appliquer strictement la convention d'affermage afin de percevoir systématiquement les redevances et les soumettre pour approbation au Conseil municipal. Et là, cela devient très difficile, puisque c'est bien ce que nous souhaiterions pour percevoir des redevances que cette société nous doit, qu'elle omet trop souvent de nous donner. Et donc, nous travaillons ferme sur ce dossier, car nous souhaitons effectivement appliquer cette convention comme nos prédécesseurs. Mais pour qu'une convention se passe bien, il faut être deux. Je ne vous cacherai pas qu'actuellement, la convention, cela passe mal. Nous travaillons là-dessus, nous avons un bureau d'avocats là-dessus. J'espère que cela ne finira pas au tribunal, mais je le crains.

Les recommandations de régularités qui ont été retenues sont les suivantes : fiabiliser les annexes du budget principal et au compte administratif, conformément au Code général des collectivités territoriales, ce que nous avons fait lors du dernier budget que nous vous avons présenté. Nous appliquons donc d'ores et déjà ces recommandations.

4 annexes au budget primitif et au compte administratif ont été relevées par la Cour régionale des comptes comme étant incomplètes entre 2014 et 2018. Donc nous travaillons à éviter cela.

La liste des organismes pour lesquels la commune a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme. Donc nous leur avons donné cette liste, et nous donnons systématiquement cette liste. Je parle bien entre 2014 et 2018. Nous n'étions pas à la direction de cette commune, mais il nous incombe, bien sûr, de répondre aux demandes de la Cour des comptes. Cette remarque a été prise en compte, les documents cités sont complétés dans le compte administratif 2021 voté au conseil municipal du 22 juin.

Correction des annexes au budget, quelques corrections doivent être rajoutées, cette fameuse annexe délégataire de service public.

La DSP Tony Lainé a été ajoutée dans la liste des délégataires de service public au budget primitif 2020. Elle ne l'était pas auparavant, elle l'est, annexe état, et elle le sera bien sûr chaque année. C'était un oubli.

Annexe état du personnel : l'acquisition d'un nouveau logiciel RH en 2021 permet désormais d'extraire les données permettant d'éditer une annexe du personnel conforme, intégration des agents non titulaires occupant un emploi non permanent et effectif en équivalent temps plein. Cette annexe a ainsi été complétée au budget primitif 2022 grâce au logiciel que nous venons d'acquérir, qui a été opérationnel début 2022 et qui était un grand manque dans notre commune.

Le rapport de la CRC relève un écart de 1,2 million d'euros chaque année entre les financements des EPCI et ceux mentionnés dans le compte administratif. En fait, il s'agit des deux organismes qui font l'objet d'une fiscalité directe, le SICIO, le syndicat informatique auxquels nous sommes affiliés, qui perçoit directement par l'impôt son financement. C'est ce que nous leur avons expliqué, cette différenciation de 1,2 million d'euros qu'il faut quand même valoriser à la hauteur de ce qu'il perçoit par l'impôt, et le syndicat intercommunal pour les établissements scolaires du second degré et leurs équipements sportifs. Ces deux organismes apparaissent chaque année en annexe du budget primitif et du compte administratif avec la mention « fiscalisés », car ils ne sont pas financés, ce que je vous expliquais, par le budget de la commune, mais par la fiscalité directe par l'impôt. C'est ce que vous avez sur votre fiche où il y a écrit « syndicats », sur votre fiche sur la taxe foncière où il y a la colonne « syndicats ». Sur recommandation de la CRC, la Cour régionale des comptes, les montants seront désormais indiqués au même titre que les autres organismes, puisqu'ils veulent qu'il en soit ainsi.

Recommandations de régularités n°2 : établir des conventions de mises à disposition des agents auprès de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre. Depuis que nous avons un territoire qui est l'EPT 12, des agents ont été transférés au territoire, et donc sont mis à disposition, et donc restent en partie sous la responsabilité de la mairie. Pour beaucoup, il n'y avait pas eu de convention établie entre le territoire et la ville, ce qui peut paraître bizarre, mais c'est ainsi. C'est donc ce qui est fait actuellement, nous effectuons un travail de recherche pour mettre à jour et établir ces conventions. En 2022, une volonté commune de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre et des villes membres est d'évoluer vers une fin des mises à disposition partagées entre chaque entité territoriale. Donc l'ensemble des maires, nous nous sommes mis d'accord pour mettre fin à cette mise à disposition, c'est soit l'agent est transféré, soit il reste agent de la commune. Déjà que le territoire, c'est une usine à gaz, alors si en plus... Et puisque les présidentielles sont terminées, nous attendons les législatives, et cette fois-ci, il va bien falloir s'occuper du sort des territoires et de savoir ce que l'on fait. La loi NOTRe qui

a présidé à ces territoires, c'est un aparté que je vous fais, est obsolète depuis trois ans. On pourrait dire que les territoires fonctionnent d'une certaine manière un peu hors-la-loi, donc les sénateurs sont en train de s'occuper de cette question.

Chacune des collectivités territoriales aspirant à gérer directement les agents nécessaires à la bonne exécution des compétences relevant de chacune sera donc ventilée selon le cas. Ainsi, à l'initiative de l'EPT, des réunions ont été organisées et des échanges à ce sujet sont engagés en 2022 entre l'EPT et la ville de Choisy-le-Roi pour tendre à concrétiser ce nouveau principe et définir la répartition correspondant à des agents. Encore faut-il, le territoire, qu'il respecte les agents qui étaient à disposition dudit territoire. Nous en avons par exemple deux depuis deux ans, et donc il devait nous reverser la part salariale, puisque mis à disposition, cela veut dire que nous les payons, mais qu'ils travaillent pour le territoire. Cela fait deux ans qu'on se bat avec le territoire pour toucher ces indemnités. Cela ne peut plus durer, ce n'est pas possible. Je pense que je vais demander que l'on saisisse le tribunal administratif.

Recommandation de régularité n°3 : mettre en place un instrument automatisé de décompte des heures supplémentaires et en respecter les seuils, conformément au décret du 14 janvier 2022 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires. Vaste programme. Ce qu'ils souhaiteraient, c'est qu'on mette des pointeuses. Dans certaines villes, on met des pointeuses. Ils estiment que le simple fait que ce soient les responsables de service qui annotent les heures supplémentaires n'est pas d'une fiabilité suffisante, d'autant plus, et cela, à la limite, je peux le comprendre, la question qui nous est posée, c'est : « Mais quand les responsables de service ne sont pas là, qui annote les heures supplémentaires ? » Donc nous allons lancer un détective sur ce problème. On réfléchit comment les persuader que relever des heures supplémentaires est fiable. Faudra-t-il s'occuper d'une pointeuse ? Vous imaginez les syndicats, ce qu'il va se passer. Pour l'instant, cela se passe à peu près bien avec les heures supplémentaires, d'autant plus que la majeure partie est récupérée et non payée, tout dépend des tâches, bien sûr. Mais effectivement, c'est une question importante sur laquelle nous travaillons. D'autres villes ont mis des pointeuses pour que la Cour des comptes soit satisfaite.

La réalisation d'heures supplémentaires doit correspondre à des événements exceptionnels. Effectivement, c'est ce que je vous disais en préalable, maintenant, c'est bien cadré sur la ville de Choisy-le-Roi. Sont considérées comme des heures supplémentaires les heures effectuées dès le dépassement des bornes horaires définies par un cycle de travail à la demande des responsables de services qui doivent être saisies bien en amont afin de valider toutes les dispositions nécessaires, justification de la réalisation, nombre d'agents à mobiliser, nombre d'heures envisagées. Depuis le 1er janvier 2022, par la délibération numéro 21-152 portant harmonisation de la durée légale du temps de travail au sein de la ville de Choisy-le-Roi, conformément aux obligations prescrites par l'article 47, c'est fastidieux, mais je suis obligé de vous lire tout cela, de la loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, il est prévu une durée hebdomadaire du temps de travail des agents de la ville fixée à 37 h 30, c'est le ratio que nous avons choisi, il s'agit de la fameuse loi des 1 607 heures. Ils font 37 h 30, et en contrepartie, les agents bénéficient de 15 jours de RTT supplémentaires. Je pense que si cela s'est bien passé à Choisy-le-Roi, c'est qu'ils savent compter et faire leurs comptes, et que nous avons été au maximum et au plus près de leurs intérêts pour faire passer cette loi qu'aucun maire n'avait demandée, donc nous avons dû nous y mettre. Et d'ailleurs, les villes qui ont joué les gros bras et qui ne se sont pas soumises à cette loi, comme je l'avais dit, sont actuellement au tribunal administratif.

Conformément au décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, s'agissant essentiellement des personnes exerçant leur activité

hors de leurs locaux de rattachement, un décompte déclaratif contrôlable remplace un dispositif de contrôle automatisé. À compter de 2021, ces décomptes sont obligatoirement visés par l'encadrement direct et la direction en hiérarchie, DGS, DGST, DGA directeurs et directrices des services pour pouvoir être mis en liquidation sur paie. Un agent ne peut pas réaliser plus de 25 heures supplémentaires par mois sauf dérogation prévue par la délibération n°21-136 du 10 novembre 2021, rappelez-vous, cas exceptionnel comme les tempêtes que nous avons subies où il faut missionner d'urgence des agents quelques soit le nombre d'heures. Je les remercie encore de leur réaction à chaque fois que cela s'est produit et de la manière dont, en pleine nuit, ils sont sortis face à la dernière tempête pour débarrasser la rue des arbres, assurer la sécurité et autres.

Recommandations de régularité n°4 : restreindre l'emploi des contractuels aux cas dérogatoires prévus par la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et se conformer aux exigences de forme et de procédure attachées à ce type de recrutement. La nouvelle direction des ressources humaines installée courant 2021 a fixé à chacun des agents du service en position de gestion des déclarations de vacances d'emploi d'appliquer strictement et sans défaut le respect de cette obligation réglementaire, que ce soit en termes de réalisation de ces publicités, de délais minimaux à respecter et de classement dans le dossier de chaque nouvel agent recruté et concerné. Ainsi, préalablement à toute ouverture de recrutement, une déclaration de vacance d'emploi doit être réalisée par les gestionnaires en charge de ces impératifs, ce qui est fait, bien sûr, actuellement dans notre commune. Dans le cas de recherches infructueuses où un agent titulaire n'aurait pu être recruté sur un poste ouvert à recrutement à l'issue d'un délai raisonnable à compter de la déclaration de vacance d'emploi, ce dernier pourra être pourvu par un agent non titulaire selon les conditions suivantes, le délai raisonnable ne peut être inférieur à un mois, c'est ce que nous retenons :

- Correspondance du grade attribué avec les missions à réaliser,
- Recrutement sur le fondement de l'article ad hoc de la loi numéro 84-53 du 26 janvier 1984.
- Et bien sûr, la détention des niveaux de diplôme requis.

La rémunération afférente à l'emploi sera fixée par référence aux grilles indiciaires de référence par rapport au niveau de rémunération qui serait celui d'un titulaire d'expérience, on parle de l'ancienneté, équivalent pour des responsabilités identiques, soit une rémunération calculée sur la grille du grade de référence et comprise entre l'échelon 1 et l'échelon terminal selon l'ancienneté à considérer. Ils ne doivent pas s'ennuyer, aux ressources humaines... Le régime indemnitaire sera défini dans les limites de celui accordé au cadre d'emploi concerné en référence à celui d'un titulaire ayant des responsabilités identiques et correspondantes au niveau de classement des postes au sein des emplois de la collectivité. Selon l'emploi à pourvoir, les contrats à proposer seront notamment conformes aux articles 31-1A335 de la loi numéro 84-53 du 26 janvier 1984. En fin de procédure de recrutement, la DVE sera classée dans le dossier du candidat recruté, la déclaration de vacances de l'emploi.

Concernant les recommandations de performance, la mise en place d'une nomenclature des achats par famille et son actualisation est en cours sous la direction du service des marchés publics et de la direction des finances, dont je salue le professionnalisme, les efforts et le temps qu'ils ne comptent pas pour nous apporter d'une part les comptes administratifs, les budgets, tout ce travail, et des marchés publics qui, pour l'instant, n'ont jamais dû être retoqués, critiqués ou remis en question tellement leur professionnalisme est important. Je suis franchement heureux de les avoir dans ma commune, ainsi que d'autres, d'ailleurs.

La commission communale des services publics locaux se réunit maintenant régulièrement pour examiner les rapports des délégations de service, comme le veut la loi.

Le recrutement d'un manager de commerce a permis de suivre étroitement la convention d'affermage avec la société des Fils de Madame Géraud, de veiller à son respect et d'appliquer les pénalités si nécessaire. Oui, effectivement, nous avons réussi à recruter, ce qui est un poste très difficile, très sollicité par les communes, un manager de commerce performant qui recolle les morceaux avec la société des Fils de Madame Géraud, qui veille scrupuleusement au respect du contrat d'affermage, mais comme je vous le disais tout à l'heure, malheureusement, pour les résultats, nous avons quelques difficultés et quelques divergences de vues quant à l'analyse de ces résultats et des obligations de chacun.

Les observations portent sur la fiabilité des comptes, la situation financière, la gestion des ressources humaines, la commande publique, les associations et les satellites, COS, CCAS, théâtre. Là, ce sont des observations et non pas des recommandations. Les recommandations, bien sûr, nous sommes dans l'obligation de les mettre en œuvre. Les observations, il faut bien sûr en tenir compte, ce que nous faisons, mais il n'y a pas d'obligation.

En application du Code des juridictions financières, le présent rapport joint à l'ordre du jour du Conseil municipal doit donc faire l'objet d'un débat en séance. Il sera ensuite publié, communiqué donc aux tiers, comme je vous en ai fait part auparavant, qui en feront la demande.

Comme indiqué, le président de la Chambre régionale des Comptes, et comme je vous l'ai expliqué, un travail important a déjà été engagé et mené, qui fait donc écho aux remarques de la Cour régionale des Comptes, notamment, notre budget a tenu compte, qui vous a été présenté, notre budget primitif a tenu compte de toutes ces remarques.

Ce rapport est avant tout pour la commune un outil pour les années à venir, qui nous permettra d'améliorer le fonctionnement et la gestion de notre ville. C'est bien pour cela que ce rapport nous a permis de faire une économie, parce que nous avons jugé qu'il était inutile de faire un audit de la ville, ce qui se fait obligatoirement en cas de changement de majorité. Le meilleur audit qui soit, c'est la Cour régionale des Comptes. Merci à eux, on a économisé peut-être 30 000, 40 000 ou 50 000 euros sinon plus.

Rires

M. le Maire : Enfin, pour information, la loi du 7 août 2015 portant une nouvelle organisation de la République, dite loi NOTRe, a instauré un dispositif de suivi des observations définitives et des recommandations de la CRC, ce que je vous expliquais, il faut venir vérifier. Il impose à l'ordonnateur de la collectivité dont la gestion a été examinée par la Cour régionale des Comptes de présenter au Conseil municipal, dans un délai d'un an à compter de l'examen par leurs assemblées délibérantes, un rapport sur les actions qui ont été entreprises à la suite des observations de ladite juridiction, donc la Cour des comptes. D'ici un an, nous vous présenterons toutes les actions entreprises qui démontrent le suivi de ces recommandations et observations, dont la plupart, d'ailleurs, ont déjà été traitées, et pour les autres sont en cours de traitement. Merci de votre attention, je suis certain que vous avez tout enregistré et retenu. Le débat est ouvert.

Y a-t-il des questions ? Les questions ne sont pas obligatoires, c'est factuel, c'est un rapport, mais s'il y a des questions, bien sûr, nous y répondrons. Nous actons la présentation de ce rapport. Vous avez une question, Monsieur Didier Guillaume ?

M. Guillaume : Oui, Monsieur le Maire. Vous vous doutez bien que ce n'est pas une question, je ne vais pas commenter l'ensemble du rapport, vous l'avez très bien fait en grande partie, Monsieur le Maire, mais je souhaite faire part de certaines remarques.

En premier lieu, je tiens à profiter de la présentation officielle de ce rapport pour remercier les services de la ville qui ont été sollicités pendant plus de deux ans dans une période assez difficile puisque, comme vous le savez tous ici, c'était la première période, il y en a eu une autre après, la première période du Covid où les services ont fortement répondu aux sollicitations des magistrats conseillers de la Chambre régionale des Comptes. Je tiens aussi à remercier notamment deux d'entre eux, deux conseillers, je pense à Madame Nguyen et Monsieur Roland Desbordes, pour leur présence ici en mairie et l'attention qu'ils ont portée aux précisions, à l'ensemble des questions qu'ils ont posées au service.

Les recommandations de la Chambre régionale des Comptes permettent, comme vous l'avez mentionné, d'identifier des obligations, cerner des exigences. Je pense qu'elles peuvent également être un outil important de l'accompagnement de l'exercice d'un mandat local, de manière que celui-ci puisse être exemplaire, régulier et transparent. Le fruit de ce travail, que vous avez certainement tous lu avec beaucoup d'attention, est à la fois fortement intéressant, mais doit être aussi un outil d'ajustement, et ceci à titres divers. À la fois pour les exécutifs, pour les élus dans leur diversité, pour la direction générale, pour les responsables administratifs et les agents de notre collectivité territoriale.

Très simplement, à l'aune de cette expérience vécue, je considère aujourd'hui qu'un diagnostic, tel que celui-là, des risques potentiels de gestion, mériterait d'être produit de manière beaucoup plus régulière par la Chambre régionale des Comptes, qu'elle vienne plus régulièrement dans les collectivités locales, et pourquoi pas même avant chaque fin de mandat, c'est-à-dire qu'il puisse y avoir cet outil mis à disposition des exécutifs tous les six ans. Je suis aujourd'hui convaincu de l'intérêt de ce rapport, je vous l'ai dit, pour la gestion de la ville, j'y reviendrai en conclusion.

S'agissant du rapport qui nous est présenté, le rapport définitif qui, à partir de ce soir, sera officiel, c'est pour cela que je m'étais permis au moment de la présentation du débat budgétaire de vous alerter, Monsieur le Maire, car je voyais qu'il y avait des choses qui étaient en cours d'adaptation, mais qu'il fallait bien attendre pour annoncer les choses, le rapport définitif. Maintenant qu'il est définitif, je souhaite apporter quelques commentaires.

Je note que les recommandations qui sont émises sont conformes aux questions et aux points d'attention que j'avais évoqués, que j'avais mentionnées avec le magistrat instructeur enquêteur. Nous avons pu échanger à plusieurs reprises pendant le contrôle pour que cela puisse faire en sorte que l'on relève un certain nombre d'améliorations qui étaient en partie engagées, mais qui restent évidemment à poursuivre.

Je me félicite également de la notification dans le rapport d'une situation financière saine et d'une fiabilité des comptes qui s'est améliorée pendant la période du mandat. La baisse des charges de gestion sur la période a permis, d'ailleurs, c'est mentionné à la commune, de dégager une capacité de taux de financement nette des remboursements d'emprunts compris entre 3,5 et 4 millions d'euros sur la période 2016-2020. Je considère que nous avons donc réussi malgré la conjoncture difficile de cette période, le contrat Cahors, les baisses de dotations, à stabiliser notre niveau d'endettement. Le rapport mentionne d'ailleurs également que le recours à l'endettement et les recommandations formulées, que vous venez de mentionner, invitent à poursuivre cette trajectoire et offrent un accompagnement précieux pour l'exécutif en place.

Pour conclure, vous voyez, je n'ai pas été trop long, Monsieur le Maire, je dirai que les observations définitives tirées de la procédure minutieuse d'examen, la gestion par la Chambre régionale des Comptes, conduisent à des recommandations, vous les avez mentionnées, à la fois de régularisation, les recommandations de régularisation, c'est un rappel à des normes, à des règles, ce qui est moins étonnant de la part de la CRC, des recommandations de performance. Vous savez qu'ils sont très attentifs à ces questions-là concernant la gestion pure des communes. On peut s'apercevoir que l'ensemble de ces recommandations restent limitées et résultent de situations parfois mal appréciées ou à portée sous-estimée par la mandature précédente. Je considère que ces recommandations doivent permettre de prolonger la démarche de qualité des comptes de la gestion de la ville de Choisy-le-Roi dans un principe d'amélioration du service rendu à la population. En tout cas, c'est ce qui m'a animé, et je ne doute pas que c'est ce qui vous anime, Monsieur le Maire.

Pour conclure, sans savoir ce que vous alliez dire, je vais quasiment vous paraphraser. Je l'avais écrit. J'aurais aimé, je vous le dis très clairement à titre personnel, avoir pu bénéficier d'un tel rapport en début de mon mandat, parce que cela tient lieu, en effet, d'un véritable audit. Un audit très approfondi. Qui peut faire un audit sur plus de deux ans si ce n'est des magistrats ? Et un audit gratuit, vous venez de le mentionner, aidant ainsi à la mise en œuvre d'un mandat. Je vous remercie de votre attention.

M. le Maire : Merci, Monsieur Didier Guillaume. Madame Juhel, et je répondrai par la suite. Allez-y, Madame Juhel.

Mme Juhel : C'est juste une petite chose, mais c'est pour les concitoyens qui nous écoutent, de se dire pourquoi, quelquefois, une municipalité est conduite à s'éloigner des règles administratives ? Je pense aux nouvelles activités périscolaires dont j'ai été amené à m'occuper. C'était une expérimentation, on nous disait une expérimentation sur trois ans qui nous amenait à recruter près de 300 animateurs. Devait-on recruter des titulaires ? On savait que l'expérimentation était de trois ans. Devait-on, au bout de trois ans, se retrouver avec 300 titulaires, même à tiers temps, à mi-temps ou à deux tiers de temps ? On a recruté des contractuels, et probablement, on a bien fait parce que l'expérimentation s'est arrêtée au bout de trois ans. La Cour des comptes donne les règles, mais les municipalités sont quelquefois conduites à s'éloigner des règles en bonne gestion pour faire face à une réalité. Ce sont juste des petites choses où je pense que nous, comme vous, pouvons être amenés à certains moments à faire un pas de côté parce que c'est la vie de la municipalité.

M. le Maire : Merci, Madame Juhel. En écho, ce que je peux vous dire, la Cour régionale des Comptes qui, là, en l'occurrence, réalise un travail excellent, c'est l'État. Et l'État, quelquefois, fait part de bien d'incohérences, exige certaines choses, comme vous le dites, et bien sûr, nous sommes souvent confrontés à ces choix. Je vais vous communiquer une information toute chaude qui vient de nous tomber dessus. Vous savez que la ZAC du Port n'est pas terminée, que nous devons la terminer. Cela fait deux ans que nous travaillons dessus. Tout est bien respecté. Le permis qui est chez le préfet, alors que tout devait commencer, est en suspens parce que les services de la nouvelle préfète disent que les logements sont proches de la voie ferrée, ce qui est déjà le cas depuis longtemps, et qu'ils se posent la question de s'il faut vraiment les faire, en contradiction complète avec l'exigence du même gouvernement qui nous impose de construire au moins 500 logements par an. S'il devait appliquer un tel principe, où allons-nous construire ? La ZAC des Ardoines si importante qui se profile, tous les logements sont en bordure de la voie ferrée. Donc pratiquement de Choisy-le-Roi à Paris, on ne construira plus rien en bordure de la voie ferrée, alors qu'il n'y a pas de terrain disponible. Donc leur exigence de construction de logements, c'est ce que je vais écrire au ministre de l'Intérieur, on tombe sur la tête. Je n'ai pas eu le temps de contacter la Sadev. Je ne sais pas, d'ailleurs, si on les a mis au courant,

ou s'ils doivent être au courant. Je pense qu'ils sont au courant. Ils doivent se retourner dans tous les sens, parce que cela met aussi en péril l'équilibre de la ZAC. Donc s'ils refusent ce permis, cela veut dire que la ZAC est close, cela veut dire que nous serons en déficit, et cela veut dire que la ville devra payer à quantité égale avec la Sadev. Bravo, merci.

Évidemment, nous n'en restons pas là. Actuellement, c'est une certaine évaluation qui a été donnée, mais aucune décision n'a été prise. Bien sûr, nous allons prendre rendez-vous avec la préfète, je vous dis cela, parce que c'est important que vous le sachiez, mais j'ose espérer qu'ils n'auront pas cette idée folle de nous refuser ce permis. Je ne pense pas, on n'en est pas là, mais enfin, c'est inquiétant, les premières remarques qu'ils nous ont faites. Bien souvent, oui, il y a des incohérences, parce qu'ils ne vivent pas ce que nous vivons, ce que vous avez vécu, ce que nous vivons.

Pour ma part, pour répondre à Monsieur Didier Guillaume, je partage complètement. Moi, s'ils peuvent venir tous les cinq ans, il n'y a aucun souci. Beaucoup d'entreprises, par exemple dans le privé, craignent les contrôles URSSAF. Moi, je suis ravi. À chaque contrôle URSSAF qu'ils m'ont fait, ils m'ont rendu de l'argent. Je ne comprends pas pourquoi il y a cette erreur des services publics qui sont pour la plupart bienveillants. La Cour des comptes était bienveillante, elle ne vient pas vraiment pour nous coincer, elle vient pour nous conseiller, comme Monsieur Didier Migaud, par exemple, pour un autre domaine, sur les responsabilités des élus. Il ne cherche pas à nous mettre en garde, il nous conseille, et c'est les meilleurs conseils. Ce n'est pas la peine de prendre des avocats, etc. Ceux qui exigent les lois et qui nous contrôlent, autant leur demander conseil à eux. Donc effectivement, je partage et si, j'exagère peut-être, tous les cinq ans car s'ils viennent tous les cinq ans, dans deux ans, il faut quand même que nos services travaillent et ils ont autre chose à faire en ce moment.

Pour rebondir sur la période, car ce serait en 2019, mais effectivement, nos services, lorsque nous sommes arrivés avec tout le travail qu'il y avait à faire, parce qu'il y avait quand même des choses à reconstruire, ont dû effectivement aussi répondre à tout cela, et aussi pendant une période de Covid, pendant deux ans, nous ne cherchons jamais d'excuse avec le Covid, mais n'empêche qu'elle était là et qu'il a fallu faire face pendant deux ans. Effectivement, nous avons réussi malgré tout à baisser l'endettement, à présenter un budget ambitieux. Quant à continuer sur la baisse de l'endettement et autres, ce sera impossible. Nous avons évalué que sur les quatre ans qui restent, nous aurions besoin au bas mot de 70 millions d'euros d'investissement. Comme je le dis souvent, nous avons 15 euros dans les caisses. Nous avons une piscine à construire, nous avons un gymnase à construire, nous avons une école dans le quartier nord à construire, nous avons une cuisine centrale à reconstruire, puisque nous pensions réanimer la cuisine centrale existante, mais après audit de celle-ci et pour pouvoir mettre en place pleinement la loi EGalim, il s'avère que c'est impossible et que nous devons donc reconstruire une cuisine neuve. Mais bien sûr, il y a des endettements productifs, et nous devons en passer par là pour avoir recours, pour la réalisation de tous ces équipements, à l'endettement, mais ce qui ne provoquera pas d'augmentation d'impôt pour les Choisyennes et les Choisyens, et qui permettra bien sûr d'assumer les services nécessaires qui leur sont dus. Je pense que chaque maire a, au-delà de nos différences et autres, bien présent à l'esprit d'assumer le service public dans les meilleures conditions possible, à l'avant-garde, ce qui peut être fait, ce qui va nous animer avec cette nouvelle piscine, par exemple.

Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Merci. Mes chers collègues, pour revenir au rapport, il y a des éléments de précision que j'aurais quand même souhaité aborder, notamment puisque nous sommes aussi suivis par des Choisyens. Effectivement, je me mets à la place de Monsieur Guillaume.

En arrivant, cela aurait été bien d'avoir ce type de rapport, puisqu'effectivement, c'est la photographie à un instant T de la situation. Et puis, on peut mettre un an, deux ans, avant de découvrir un peu les squelettes qui sont dans les placards quand on prend une mandature. Cela a été le cas pour nous, j'imagine que cela a été le cas pour vous à votre prise de fonction. Alors, le rapport souligne quand même dans sa synthèse le niveau élevé de fiscalité sur la commune. On est quand même dans les communes du Val-de-Marne où les impôts sont les plus élevés, bien qu'effectivement, la situation soit saine, mais il est précisé qu'elle est fragilisée sur la fin de la mandature. Un point important sur le marché forain, puisque le marché fait vraiment l'objet de toute une partie dans le développement de ce rapport. Il est rappelé que la commune a versé 3,8 millions d'euros pour la résiliation de la précédente convention, et dans le même temps, le délégataire, qui a finalement été renouvelé malgré la résiliation, à financer les travaux de la halle pour un montant de 2,5 millions d'euros, donc on a 1,3 million d'euros qui ont été délestés des Choisyens dans cette opération.

Depuis le renouvellement de la convention en 2010, le rapport de la Cour des comptes indique qu'il n'y a eu aucun suivi du marché en termes de facturation. La Cour des comptes estime même que la municipalité n'aurait pas encaissé 159 000 euros sur la période contrôlée, pire, elle constate que malgré l'augmentation du linéaire de vente qui est passé de 1 480 m² à 1 668, les recettes du délégataire ont diminué. À mon sens, la Cour des comptes commet une erreur d'appréciation sur ce point. Je m'explique. Lorsque nous avons pris nos fonctions en 2020, j'ai fait réaliser un constat d'huissier afin de dresser une cartographie du périmètre du marché. Il apparaît que le délégataire recouvre habituellement à l'installation de volants en dehors du périmètre. Dès lors, le linéaire de vente est forcément incorrect, car sous-évalué. Mais cette sous-évaluation va encore bien au-delà, puisque le linéaire de vente n'a jamais fait l'objet d'une vérification sur site. Le linéaire réel devra donc être relevé, je l'espère, par la police municipale ou par voie d'huissier dès que possible.

Concernant les autres points, ce qui est principalement pointé, c'est une gestion défaillante des ressources humaines. Je voudrais quand même revenir dessus pour ne citer que quelques points. Il est fait mention d'agents qui ont travaillé sans contrat de travail, de l'absence de provisions inscrites dans les comptes en matière de compte épargne temps, autrement dit, la dette que la commune avait envers ses agents n'apparaissait pas dans les comptes publics. Le rapport précise une transparence défaillante des informations transmises au Conseil municipal en raison de la sous-évaluation des dépenses. Les anciens conseillers municipaux apprécieront. Certains agents sont mis à la disposition de l'EPT, d'autres structures sans convention. De nombreuses informations ont été traitées sous tableur Excel au lieu d'utiliser un logiciel spécialisé. Aucune gestion prévisionnelle des emplois, les départs en retraite n'étaient pas anticipés. Un quart des agents n'ont pas réalisé d'entretien d'évaluation annuelle, alors que c'est une obligation. Nous avons un taux élevé d'absentéisme à 11,6 % en 2018, ce qui est au-dessus de la moyenne des autres villes de la strate.

Le cas le plus grave en matière de ressources humaines qui a quand même été relevé concerne une ancienne directrice qui a accumulé deux contrats de travail, à la mairie et au SICIO, avec un nombre d'heures conséquent au-delà de la limite légale, le SICIO étant, je le rappelle, un syndicat financé à hauteur de 1,1 million d'euros par la mairie. Des avantages en nature sous forme d'occupation de logements ont été attribués à 25 agents. Les baux, l'ensemble des baux, les 25, ne sont pas conformes à la réglementation. Un cas en particulier ressort, celui également d'un ancien directeur qui occupait un pavillon pour 500 euros par mois depuis 12 ans. Le loyer correspondait à la moitié de la valeur locative, il a donc été réévalué à 1 000 euros par mois en janvier 2021, et le directeur est parti par la suite. J'ai eu connaissance que ce pavillon a été depuis occupé par une mère de famille avec trois enfants au RSA, et, semble-t-il, avec un loyer maintenu à 1 000 euros. J'ai quand

même une question, Monsieur le Maire, qu'en est-il pour cette dame qui est en grande difficulté financière ? J'en ai terminé.

M. le Maire : Un rapport de la Cour des comptes, cela comporte 600 pages. Ce qui est important, c'est ce qu'ils nous demandent de faire, ce que j'ai lu, et c'est ce que nous allons faire. Il y a un mélange entre une situation que l'on a trouvée sur certaines circonstances, comme le pavillon à 500 euros auquel nous avons mis fin, et ce que demande la Cour des comptes. Il faut bien séparer les choses. Le point n°1, c'était un débat sur le rapport de la Chambre régionale des Comptes. Ce pavillon, dont j'ai mis moi-même fin au loyer, n'est plus d'actualité. C'est réglé. Ce pavillon, nous l'avons destiné à des personnes en difficulté, notamment une personne qui a subi un incendie avenue Gambetta, à qui nous avons expliqué qu'il était complètement impossible, effectivement, de garder comme cela s'était fait avant un loyer de 500 euros. Nous avons fait faire une estimation du loyer par les domaines auxquels nous avons procédé à un abattement de 30 %, puisqu'il s'agit d'un bail précaire. Donc tout est en ordre, et de ce côté-là, aucun reproche possible, cette personne a pu être relogée avec ses trois enfants. C'est important, puisqu'elle était à la rue. Et là-dessus est venue la crise avec la guerre en Ukraine qui provoque actuellement chez tous les locataires une difficulté, cela fait peut-être rire Madame Lajili, mais ce n'est pas marrant, ce que je suis en train d'expliquer. Vous êtes en train de rigoler, ce n'est pas marrant. Si vous pouvez vous taire, respecter le Conseil, laisser parler le maire...

Monsieur Hacène Habi, vous parlez des difficultés de cette personne qui ne sont pas liées à une seule personne, qui sont liées à tous les locataires d'Europe et propriétaires à cause de ce qu'il se passe en Ukraine. Étant par exemple administrateurs à Valophis, beaucoup de bailleurs ont pris la décision de baisser dans leurs possibilités les charges inhérentes à ces locataires. Cette dame qui occupe ce pavillon, et qui a vu ses notes de chauffage augmenter de manière extrêmement importante ainsi que d'électricité extrêmement importante, sur lequel nous ne pourrions pas agir, parce que nous ne sommes pas EDF ou GDF, Engie, ce n'est pas nous, bien que les pavillons nous appartiennent, je l'ai donc adressé à notre CCAS, comme bien d'autres locataires afin, par rapport à ses revenus, qu'elle puisse bénéficier de chèques énergie dans un premier temps. Dans un deuxième temps, j'ai fait étudier la possibilité de baisser son loyer pour qu'elle puisse faire face à ces charges nouvelles, parce qu'il n'y a que là-dessus que nous pourrions jouer pour l'aider avec les chèques énergie que nous allons leur donner, contrairement par exemple à des bailleurs qui paient directement à Engie le gaz ou l'électricité et qui répercutent sur les locataires. Chez Valophis, nous avons décidé de baisser les charges que nous répercutons chez les locataires.

Dans le cas d'espèce, cette dame payant directement au fournisseur d'énergie, je lui ai conseillé de trouver un arrangement pour avoir un échancier, de payer mois par mois. Nous, la ville, ce que nous allons essayer de faire, ce que nous ferons de toute façon, nous allons baisser son loyer dans les proportions légales qui nous sont autorisées. Encore une fois, cela n'avait rien à voir avec la Cour régionale des Comptes, mais je tiens à répondre à cette question, ce n'est pas à l'ordre du jour, mais j'en parle quand même, parce que c'est un message que j'envoie aux Choisyennes et aux Choisyennes qui nous écoutent. Ceux qui sont en location, comme des agents de la ville et autres, qui subissent ces hausses importantes, que subissent toutes les Françaises et tous les Français, nous travaillons à soulager leur note, mais il y a une limite en dehors de laquelle nous ne pouvons aller. Bien sûr, je les invite à solliciter leur bailleur pour obtenir des baisses de charges, car c'est une situation dramatique qui n'est pas due aux collectivités quelles qu'elles soient, n'est pas due au maire quel qu'il soit, n'est pas due à qui que ce soit en France, c'est malheureusement ce drame absolu, cette guerre en Ukraine dont il est temps qu'elle cesse qui a donc fait bondir le prix du gaz, le prix de l'électricité et bien d'autres choses.

Donc nous allons bien sûr tenir compte des observations, des conclusions de la Cour des comptes. Les conclusions que je vous ai lues, les recommandations font part de tout ce qu'il y a dans les 500 pages. C'est déjà fastidieux de vous lire les recommandations de ce que l'on doit faire, je ne vais pas vous lire les 500 pages, vous les avez face à vous, sur votre table. Chacun et chacune peut en prendre connaissance, les lire et poser des questions a posteriori, comme je l'ai dit, puisque ce rapport de la Cour des comptes va être publié publiquement, il sera sur le site. Chaque Choisyenne, chaque Choisyen pourra en prendre connaissance, poser des questions et il sera répondu à ces questions.

Y a-t-il d'autres interventions ? Monsieur le Premier adjoint.

M. Id Elouali : Pardon, Monsieur Guillaume. Juste un mot très rapide. Je pense qu'il faudrait juste se reposer la question suivante : qu'est-ce que les Choisyens qui nous regardent, et même ceux qui ne nous regardent pas, attendent de nous ? Je pense qu'ils n'attendent pas de nous de dresser un procès. L'idée, ce n'est pas de faire un procès à qui que ce soit. L'idée, c'est de comprendre, et surtout d'agir. C'est très important, et c'est en cela que je rejoins tout ce qui a été dit. La Cour des comptes rappelle des règles d'une manière assez froide, indépendamment des injonctions bien souvent contradictoires qu'on nous donne. Madame Juhel en a rappelé un exemple sur le fait de devoir à la fois appliquer une règle, en sachant en même temps que cette règle n'est pas forcément pérenne, et qu'on doit, à chaque fois, faire un exercice d'agilité, mais d'agilité qui, parfois, se traduit par ce qui pourrait être des irrégularités.

Je le dis, parce que Monsieur le Maire, vous venez de parler de faire allusion au contexte électoral. On ne sera pas non plus, peut-être, je ne sais pas, à l'abri de nouvelles évolutions institutionnelles qui vont nous demander une agilité, peut-être des injonctions tout aussi contradictoires. C'est pour cela qu'il faut être extrêmement vigilant là-dessus.

Je note tout de même deux focus extrêmement importants, la gestion des ressources humaines, puisqu'il s'agit, quand même, de nos agents, c'est-à-dire les femmes et les hommes qui, au quotidien, rendent un service aux Choisyens. C'est extrêmement important, qu'on puisse se doter des outils nécessaires à la bonne gestion des ressources humaines. Puis, un focus également sur les marchés, notamment le marché du Centre. Là encore, c'est un espace extrêmement important dans la ville à tous points de vue, un espace social, un espace de commerce. Il va falloir qu'on soit extrêmement vigilant, on doit très vite mener des actions correctives en direction notamment, cela n'excuse pas le reste, mais notamment ces deux secteurs, les ressources humaines, il s'agit quand même des conditions de travail des agents, et bien sûr en direction du centre.

En gros, comme vous, je pense qu'il faut lire ce rapport, pas d'un point de vue d'une probable sanction, mais plutôt à partir d'une logique d'une perspective d'amélioration, de conseils et de perspectives d'outils de gestion, de management, de gestion de notre action.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Je ne souhaitais pas de nouveau intervenir, mais au regard de l'intervention de Monsieur Habi, je me sens obligé d'apporter quelques précisions. Les Choisyennes et les Choisyens qui nous écoutent pourraient être alarmés par un certain nombre de choses.

D'une part, je tiens à préciser que Monsieur Habi doit avoir une lecture un peu parcellaire du rapport. Lorsqu'on parle des avantages en nature, il est bien mentionné que les 25 salariés, agents de la commune, ont des arrêtés leur permettant de bénéficier d'une concession de logement en nécessité absolue de service. C'est encadré, ce n'est pas n'importe quoi. Et cela, c'est mentionné, Monsieur Habi, dans le rapport. Alors, ne faites pas croire tout et

n'importe quoi aux Choisyens. On pourrait croire qu'il y a des passe-droits qui sont faits comme cela pour certains agents. D'autant plus qu'à la fois ils sont comptabilisés comme avantages en nature dans leur fiche de paie concernant ces agents-là. Il y a des choses comme cela à préciser.

D'autre part, sur la question de cumul d'emplois, on a l'impression que ce sont vraiment des employés réguliers, voire peut-être du faux emploi, fictif, etc. Il s'agissait simplement d'une mission que faisait une agente pour un syndicat intercommunal. De fait, c'est vrai, il n'y a pas à le renier, le temps passé était un peu supérieur à la nomenclature actuelle. Il y a eu aussi évolution de la loi en la matière. Il y a une autre agente, et permettez-moi de ne pas mentionner les noms, vous le comprenez bien, parce qu'une d'entre elles est encore dans la collectivité, qui, du fait de ses compétences, aidait aussi à la comptabilité du CCAS. On ne peut pas dire que les CCAS soient en dehors d'une démarche communale, et c'est considéré comme un service, même si de fait, aujourd'hui, il y a une convention de travail entre les deux structures. On avait l'impression, peut-être, que c'est une mauvaise lecture de ma part, une mauvaise écoute, qu'il y avait une forme de malversation dans les choix et les engagements de ces agents.

Puis, concernant la question évoquée par Monsieur le Maire et Monsieur Id Elouali, qui est une question très sérieuse non seulement DRH, je veux parler de la délégation de service public avec la société des Fils de Madame Géraud. Je souhaite fortement que la ville réussisse ce bras de fer, je le reconnais, on n'a pas réussi en 6 ans. Ce n'est pas faute d'avoir essayé. La Chambre régionale des comptes, d'ailleurs, a l'ensemble des courriers et des procédures que l'on avait entamées. Je reconnais, il y avait une difficulté factuelle à négocier, à établir une analyse partagée avec le délégataire pour l'exécution de cette DSP à partir de bilan, et l'exécutif actuel le sait bien puisqu'on l'a mentionné lors du dernier Conseil où le CRACL a été présenté devant notre assemblée. C'est complètement incomplet, insuffisant et insatisfaisant. On n'arrive pas à avoir les éléments financiers de la part de ces délégataires. Il y avait une première partie où on avait sollicité un bilan technique et financier de l'exécution de la DSP par un prestataire extérieur qui était en cours, j'espère que cela se poursuit, Monsieur le Maire. Et aussi, un accompagnement juridique avec le cabinet Seban pour arriver à trouver des solutions pour nous accompagner, pour que cette DSP respecte au mieux les intérêts de la ville.

Le fait qu'aujourd'hui les choses soient mentionnées dans le rapport de la Chambre régionale des comptes, et d'ailleurs, Monsieur Roland Desbordes me le disait très tranquillement, « Monsieur Guillaume, vous n'êtes pas le premier à avoir des difficultés avec Géraud, vous ne serez pas le dernier ». Il n'y a pas que dans ce rapport que l'on mentionne des difficultés avec cette société. Une fois dit cela, cela ne dit rien sur comment régler la situation. Le contrat court, je pense que ce qui est important dans ces situations, c'est arriver à la régler dans le respect des intérêts de la ville et en s'assurant des meilleurs conseils juridiques. Pourquoi je dis « dans le respect des intérêts de la ville », parce qu'on sait très bien que c'est un bras de fer. Si on va jusqu'au tribunal, jusqu'au conflit, jusqu'à des contentieux sérieux avec la société Géraud, cela va coûter des millions. Je le dis, c'est un bras de fer qu'il faut certainement avoir, anticiper, car en face de nous, c'est du sérieux.

M. le Maire : Bien, merci Monsieur Didier Guillaume. Comme je l'ai dit, effectivement, dans la plupart des villes où ces gens-là exercent, cela se finit bien souvent au tribunal. Nous travaillons avec le cabinet Seban, bien sûr, nous constituons un dossier qui s'épaissit de jour en jour. Mais je reste prudent sur sa finalité. Si je ne les ai pas encore emmenés au procès, c'est parce que je fais attention aux deniers de la commune et parce que nous pouvons gagner ce procès, mais nous ne pouvons pas le perdre. Je sais quand, s'ils n'obtempèrent pas et si nous ne trouvons pas d'accord, nous irons au tribunal, c'est-à-dire le moment où, dans le cas où nous perdions, cela coûte moins cher à la commune. Mais ce que cela nous

coûtera sera récupéré, parce que nous reprendrons ces marchés dans un premier temps en régie directe, ce que j'avais suggéré à l'époque, afin de stabiliser les choses et d'y voir clair. Une fois que cela sera rétabli, nous verrons alors comment procéder, si on refait une DSP ou pas, mais je constate que de nombreuses communes ont de la régie directe. Cela se passe bien, c'est lourd, c'est difficile, mais dans la plupart des cas, au moins, les comptes ne sont pas déséquilibrés. Donc nous verrons, parce que les marchés de bouches sont extrêmement importants pour notre commune, mais pour toutes les communes. C'est un lien social, c'est un des derniers liens sociaux que peuvent avoir certaines personnes, notamment des personnes âgées ou à la retraite, même moins âgées. Ce que je souhaiterais, c'est avoir une action, nous en parlerons avec mon adjoint Walid Sayadi, qui a fait malgré tout un excellent travail depuis qu'il est là. Tout un chacun a pu le constater, les volants en question qui posaient un problème, qui continuent à en poser notamment parce qu'ils occupent une piste cyclable, quand même, il y en a moins. Il y en a un peu moins. Nous avons élargi des allées où, enfin, on peut se croiser et marcher sans se rentrer dedans. Mais bien sûr, nous sommes encore loin du compte. Il y a beaucoup de travail à faire. Nous le ferons. J'espère vivement que nous ne serons pas obligés d'en passer par les tribunaux. Nous avons maintenant, avec la responsable commerce qui travaille avec Monsieur Walid Sayadi, un dossier qui s'épaissit, que nous suivons. Nous allons examiner tout cela, voir les dossiers de la préfecture. Ce n'est pas à l'ordre du jour, mais c'était dans le rapport. J'en profite pour faire une situation sur ces marchés, je pense que nous pouvons non pas voter le rapport, mais acter qu'il a été présenté.

Y a-t-il d'autres interventions, ou certains qui ne seraient pas encore intervenus ? On a un ordre du jour assez conséquent. Non.

On vote qu'on a acté, ou je dis qu'on a acté ? C'est un dont acte, alors dont acte. Merci à vous.

Le Conseil prend acte de la délibération n°1

RESSOURCES HUMAINES

→ 2. Avancement de grade - critères d'avancement

M. le Maire : Nous allons passer au point n°2. Il s'agit de la création de deux postes d'adultes relais, deux postes de médiateurs. Excusez-moi, j'ai sauté une ligne. Nous en sommes aux avancements de grade, excusez-moi.

Exercice pas facile. Nous avons parlé tout à l'heure de nos agents. Tous les deux ans, il y a une évaluation des agents avec la possibilité de changer de grade, ce qui est important pour leur retraite, pour leur salaire. Il y a une augmentation à la clé. Ces avancements de grade passent bien sûr en CT, en commission technique avec la direction, le maire, j'y participe, et les syndicats.

Je me félicite vraiment du dialogue social rétabli, approfondi dans cette commune, que ce soit avec la FSU, la CGT ou la CFDT, les rapports sont bons. Il peut y avoir des discussions tendues, il y en a eu, mais il y a dialogue, il y a écoute, et cela s'est terminé par le vote à l'unanimité, ce qui n'est jamais arrivé, ce que peu de communes obtiennent. Je crois qu'autour de nous, il n'y en a pas qui en ont obtenu, j'ai interrogé mes collègues maires, un vote à l'unanimité de ce que nous avons présenté.

J'en profite donc pour remercier le travail des élus de notre direction des services, parce que nous avons complètement revu le fonctionnement, l'organisation de la petite enfance du service des sports. Ces deux points, bien sûr, sont présentés au CT, au syndicat, et là, ces deux points ont également été votés à l'unanimité. Donc merci aux services, merci aux élus,

merci à la direction. Peut-être que tout ne sera pas toujours aussi rose, mais nous nous employons toujours dans l'écoute, le compromis et le maximum de ce que nous pouvons apporter à nos agents pour que, les prochaines années, cela se passe dans les mêmes conditions. C'est notre ambition.

Sur les avancements de grade, vous avez la délibération. Les fonctionnaires territoriaux peuvent bénéficier de décisions d'avancement de grade correspondant à un changement de grade à l'intérieur d'un cadre d'emplois permettant l'accès à un niveau de fonction et d'emploi plus élevé. L'avancement de grade se réalise au sein d'un même cadre d'emplois, d'un grade ou grade immédiatement supérieur. L'avancement de grade est subordonné à une ou plusieurs conditions. Selon les dispositions spécifiques du statut particulier du cadre d'emplois concerné, par exemple : condition de durée de service accompli dans un grade et/ou cadre d'emplois, condition d'ancienneté dans un échelon. Depuis la loi 2007-209 de février 2007, pour tous les cadres d'emploi hormis celui des agents de police municipale, parce que là, j'avoue que cela a un peu fait grincer des dents, mais tout un chacun est libre de devenir policier municipal, ils ont effectivement un cadre d'emplois particulier qui est traité comme tel. Le nombre de fonctionnaires pouvant bénéficier d'un avancement de grade est déterminé par l'application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions réglementaires exigées. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante. Nous, la délibération du Conseil municipal de Choisy-le-Roi en date du 19 novembre 2008, avons fixé un taux de promotion à 100 % sous réserve que les conditions fixées par le statut particulier des agents et les critères internes suivants soient atteints :

- Exercice d'une fonction correspondant au grade de promotion,
- Avis favorable relatif à la valeur professionnelle de l'agent porté par le responsable de service sur la fiche d'évaluation N1,
- Absence de sanction, avertissement,
 - La sanction agit sur un tableau d'avancement : blâme et exclusion de 8 jours,
 - La sanction agit sur deux tableaux d'avancement : exclusion supérieure à 8 jours,
 - La sanction agit sur trois tableaux d'avancement,
- Assiduité : l'agent doit totaliser 33 mois de présence sur la période des trois années précédant l'année du tableau d'avancement,
- La nature des absences prises en compte : l'absence injustifiée, le congé pour maladie ordinaire, le congé de longue maladie, le congé de longue durée et l'accident de travail.

Je vous demande un instant. Monsieur Coelho devait le présenter, et il a le Covid. Je voudrais vérifier quelque chose. Excusez-moi, j'ai participé à ces travaux, et je ne reconnaissais pas ce qu'on avait décidé. Comme Monsieur Vasco Coelho vient de nous apprendre son absence, je m'y suis collé. Ce que je vous dis là, après tout, ce n'était peut-être pas nécessaire, c'est ce qu'il y avait avant. C'est pour cela que quand j'ai vu « longue maladie », c'est ce qu'il y avait avant. Si quelqu'un avait la longue maladie, il n'avait pas son critère d'avancement. C'était quand même un peu sévère.

Ce qui compte, nous avons proposé de nouveaux critères :

- Exercer une fonction correspondant au grade de promotion, cela est incontournable,
- Ne pas avoir fait l'objet d'un avis défavorable relatif à la valeur professionnelle notamment sur le compte rendu d'entretien d'évaluation annuelle de l'année précédente, c'est bien sûr incontournable,
- Ne pas avoir fait l'objet d'une sanction disciplinaire telle qu'un avertissement durant l'année d'avancement, une autre sanction du premier groupe durant deux années d'avancement, toute autre sanction supérieure à celle précédemment citée durant trois années d'avancement,
- L'assiduité : l'agent doit totaliser 33 mois de présence sur la période des trois années précédant l'année du tableau d'avancement,
- La nature des absences prises en compte : l'absence injustifiée, c'est incontournable, le congé pour maladie ordinaire, l'accident de service dans l'imputabilité au service est contesté par la collectivité. Il y a eu discussion sur l'accident de travail.

Sur les accidents de travail, bien sûr, il est hors de question de remettre véritablement en cause un accident de travail. Dans la plupart des villes, lorsque cela dépasse trois mois d'absence, l'accident de travail est pris en compte, ou les longues maladies qui sont souvent supérieures à trois ou six mois. Jusqu'à présent, c'était pris en compte pour ne pas donner le passage au grade supérieur, c'est ce qui était en cours, les longues maladies, malheureusement. Lorsque je suis arrivé, j'ai appelé cela la double peine. Ce n'est pas une attaque, je vous explique ce que nous avons changé. Il faut bien des critères pour les avancements de grade, bien sûr. Dans un premier temps, lorsque nous sommes arrivés, il y avait une certaine situation. Je me suis trouvé face à cette difficulté où les longues maladies empêchaient les critères d'avancement. Sur l'année 2020 et 2021, j'ai libéré, à la grande surprise des syndicats, ce critère.

Pendant deux années, nous n'avons pratiquement pas mis de critères, sinon les sanctions et un avis défavorable du responsable et du chef de service. Mais il n'est pas possible, bien sûr, d'avoir des critères d'avancement sans critères. C'est ceux essentiellement que je vous ai lus, j'ai retiré la longue maladie. Comme je vous l'ai dit, pour moi, c'est une double peine. Bien que nous ne sommes pas dupes, et j'ose le dire, il y a certains agents qui sont en longue maladie, qui ne sont pas aptes à travailler, dont un qui était fort allègre en tenant un bureau de vote. J'aurais dû être content, je vois quelqu'un qui tient un bureau de vote, mais quand même, il était à l'agonie, je me demandais s'il allait survivre, car le médecin nous a écrit qu'il avait un choc traumatique parce qu'on l'avait changé de service quand je lui ai demandé de revenir un peu, et je le vois parfaitement à l'aise toute la journée en train de travailler, alors qu'on lui avait justement proposé d'être assis et d'accueillir uniquement au service vaccination. Je suis peut-être un peu méchant, mais vous savez, il y a aussi une réalité qui se répercute sur les agents. C'est une petite minorité, bien sûr, mais qui fait beaucoup de mal en ce moment. On vient d'apprendre qu'à force d'avoir des vacataires et des contractuels pour pallier bien sûr avant tout des éléments imprévus ou un travail supplémentaire, mais aussi pour pallier toutes ces absences, que nous sommes passés quand même à une moyenne de 1 400 agents. Je parle lissé sur une année, parce que ça part, ça vient. Malgré cela, je trouve que la longue maladie doit être écartée des critères. Nous l'avons donc définitivement écartée de ces critères.

Restaient les accidents de travail qui pouvait dépasser trois ou six mois. C'est un peu délicat. Les accidents de travail, je l'ai dit aux agents, je l'ai dit aux syndicats, les accidents de travail

seront valorisés et pas automatiquement acceptés. Lorsque nous aurons un doute sur l'accident de travail, nous le contesterons. Il y a trop d'accidents de travail, et c'est une moyenne. Il y a du travail là-dessus. La majorité des accidents de travail, c'est le lundi matin. Je vais vous dire ce que je pense, je n'ai jamais craint de dire ce que je pense, notamment aux syndicats. C'est bien connu, on tond sa pelouse le dimanche, on se fait une entorse ou quoi d'autre, on arrive le lundi matin : accident de travail. Je sais ce que peuvent représenter les mots et les paroles que je viens de dire. Mais lorsque vous avez un médecin qui prolonge d'entrée une année d'arrêt de travail, alors que j'avais cru comprendre qu'il ne fallait pas aller au-delà de 15 jours, à un moment, c'était ce qui était recommandé, mais quand on voit des personnes qui reprennent 10 jours, celui par exemple que j'ai vu tenir un bureau de vote, et qu'il revient triomphant avec un arrêt d'un an... Et on me dit : « Monsieur Panetta, vous mettez en doute les médecins », oui, je mets en doute les médecins. Je mets en doute la probité de certains médecins irresponsables qui continuent à faire cela. J'en avais un célèbre en face de chez moi qui a opéré pendant à peu près 20 ou 30 ans. Son surnom, on l'appelait « Monsieur 15 jours ». Lorsqu'il a été pris en défaut par la sécurité sociale, il a énormément changé. C'était, en plus, un excellent médecin. Je l'avais, d'ailleurs, comme médecin. Paix à son âme, il n'est plus là.

Si je vous dis cela, bien sûr, je me l'autorise, je sais ce que je vais me prendre dans la figure en disant cela, mais c'est parce que c'est une minorité, mais une minorité qui fait beaucoup de mal. Avec les syndicats, il va falloir modifier quand même cela. Ce sont les agents qui restent qui priment. Certains se sont ouverts à moi, ils me l'ont dit. Lorsque j'ai édité cette règle sur les deux années que l'avancement de grade allait être automatique, et c'est ce qu'il s'est fait, c'était aussi une manière de donner du pouvoir d'achat un peu à tout le monde. Bien sûr, certaines de ces personnes qui normalement ne devaient pas y avoir droit y ont eu droit. Elles se sont vantées auprès de leurs collègues qu'eux, sans bosser, y avaient quand même... J'ai eu des agents qui ont été un peu choqués par cela. Il s'agit donc simplement d'être juste, d'être vigilant, et de ne pas prendre pour argent comptant tout ce qu'on viendra nous dire. Cela a été très bien compris, et nous serons toujours proches des agents pour leur rapporter au maximum financièrement dans les situations difficiles. Nous avons ajusté quelques salaires, nous faisons ce que nous pouvons avec ce que nous avons.

Pour ma part, je regrette bien que la fonction publique ait toujours refusé la prime au mérite. Je ne vois pas pourquoi, je pourrais vous citer des centaines de noms qui travaillent pour la ville qui mériteraient ô combien plus qu'une prime au mérite, que nous essayons, d'ailleurs, de remercier. Certains, nous leur avons fait des avancements, donné plus de responsabilités. Je tiens à dire que la majeure partie des agents de notre ville sont des gens consciencieux, travailleurs. Si la fonction publique est prise quelquefois en grippe, injustement, je l'ai toujours pensé, c'est à cause de cette petite minorité. Ce n'est pas supportable. Si les agents n'étaient pas courageux et travailleurs, nous sommes une des rares villes, pendant deux ans, qui n'a suspendu aucun des services. Aucun. Au contraire, qui en a emmené des supplémentaires comme le centre de vaccination. Cela n'a pas été facile. Nous sommes la ville qui a tenu le plus longtemps avec son centre de vaccination avant de le fermer. J'explique tout cela pour bien comprendre l'équilibre dans lequel nous nous trouvons. Ces nouveaux critères qui ont été proposés ont donné satisfaction. Cela a été voté à l'unanimité en CT. C'est donc ce que nous allons appliquer pour cette année et les années à venir.

J'en ai fini dans cette présentation. Vous avez la parole si vous avez des questions ou des remarques.

Il n'y a pas de prise de parole, on peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Bien, je vous remercie pour les agents. Merci.

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.

→ 3. Création de deux postes « d'adulte relais » médiateurs

M. le Maire : Vous avez tous sur votre table le point n°3 ? Elle avait parié qu'elle allait me mettre en défaut ce soir. On est bien au point n°3, donc nous arrivons à la création de deux postes d'adultes relais médiateurs.

Rires

M. le Maire : La France est sauvée !

Rires

M. le Maire : Bien. Il s'agit donc de créer deux postes de médiateur pour passer avant la fin de l'année à six postes de médiateur. Nous en avons quatre actuellement, même cinq. On vient d'en embaucher un de plus. Précédemment, nous travaillions avec la société Citéo. Nous avons mis fin à ce contrat qui ne donnait pas entière satisfaction, à commencer par les agents eux-mêmes. Nous avons commencé par écouter les agents. C'était une société extérieure, nous payions un forfait pour les services qu'ils nous apportaient en tant que médiateur. Nous avons donc arrêté avec la société Citéo, mais bien sûr, nous continuons à avoir des médiateurs dans la ville. C'est évident, c'est indispensable. Nous nous sommes donc bien sûr engagés auprès des médiateurs qui travaillaient pour Citéo qu'ils seraient tous intégralement repris, mais en tant qu'agents de la ville pour continuer à assurer leur fonction de médiateur. Donc nous avons eu quatre personnes qui ont accepté, ils étaient six. Les deux autres avaient de toute façon un projet de vie différent, ils changeaient de métier. Ils ont tous été plutôt très heureux d'être agents de la ville plutôt que de continuer à travailler sur Citéo, parce que cela va leur permettre, et nous permettre, de travailler en interaction avec toutes les équipes de la tranquillité publique qui se complètent avec les ASVP, la police municipale sous la houlette d'un responsable de médiation qui est excellent, qui a fortement impressionné la préfète, et notre directrice de la tranquillité publique.

À ce propos, ce matin a eu lieu la présentation de notre CLSPD en présence donc de la préfète qui ne se déplace pratiquement jamais dans les CLSPD, c'est son vice-préfet qui est là. Elle a tenu à venir à Choisy-le-Roi parce qu'elle avait été informée de ce que nous voulions faire, je pense qu'elle était intriguée et qu'elle a voulu juger sur pièces par le procureur de la République, les associations, les directeurs d'école. J'ai même invité Madame Benkahla, elle aurait pu s'exprimer. Il n'y a pas eu de prise de parole, c'était une présentation un peu longue, on a présenté toute notre politique. Je peux vous dire, elle me l'a dit en partant, et pour ceux qui ont assisté à cette présentation, cela transpirait, elle m'a dit en partant qu'elle a été fortement impressionnée par le professionnalisme des intervenants de notre organisation. Comme je vous l'avais dit et promis, nous avons mis un soin extrêmement important à choisir les responsables de notre tranquillité publique. Cela a été fortement souligné par la préfète qui l'a dit aux directions. C'est important de le souligner.

Pour compléter nos effectifs, nous procédons à la création de ces deux postes de médiateur social qui sont bien sûr extrêmement importants. Nous pensons en avoir également deux autres supplémentaires par la suite. Dans leurs missions principales, pour ceux qui nous écoutent, ils doivent assurer une présence de proximité active et régulière sur les espaces publics et partagés, les places, les quartiers, les sorties de collège, sillonner le territoire communal, aller au contact des habitants pour assurer un premier niveau d'écoute et de dialogue, créer du lien social entre habitants, institutions et acteurs locaux, recenser les besoins, informer ou orienter les habitants en fonction de ces derniers, instaurer un climat paisible, réassurer le sentiment de sécurité sur la commune, prévenir la délinquance,

remonter les incivilités, faits de délinquance et autres conduites à risque, et réguler les conflits d'usage des espaces publics ou partagés par une intervention immédiate ou différée, prévenir les incivilités, troubles mineurs à la tranquillité publique, contribuer à concevoir, organiser et animer des actions de sensibilisation visant à faciliter la cohésion sociale.

Repérer les situations de personnes présentant des difficultés sociales ou éducatives, assurer un premier niveau d'intervention, informer des dispositifs existants et des actions déjà mises en place, diriger l'habitant vers la structure appropriée, faciliter sa prise en charge, activer les relais utiles, transmettre directement si possible la situation aux services ou partenaires compétents.

Contribuer à concevoir ou participer à des projets et des animations, s'informer des différentes actions ou animations mises en place sur le territoire communal, participer ou co-porter certains événements, être force de proposition sur les projets à des fins de cohésion sociale, prévention jeunesse et prévention de la délinquance.

Y a-t-il des interventions, des questions sur ce sujet ? Monsieur Hassan Aoummis.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. C'est une très bonne nouvelle pour les médiateurs. La mission continue sous une forme a priori beaucoup plus intéressante pour les agents. Je pense que cela va être un élément stimulateur pour que l'efficacité de leur travail soit au rendez-vous. À titre personnel, je trouve cette démarche très positive. La présence des médiateurs, vous l'avez souligné à travers un certain nombre d'éléments que vous avez cités, est importante sur notre ville. On a eu tout récemment des confrontations entre la police et des jeunes des quartiers du Port et des Navigateurs. Donc cette situation, évidemment, n'est pas saine, n'est pas bonne. Elle n'est pas propre à notre ville. C'est une constante, malheureusement, partagée dans un certain nombre de communes, d'où l'importance de cette présence humaine rassurante de médiation, de discussion, d'orientation aussi. On a pas mal de jeunes qui sont désœuvrés, désorientés. Il est important de mettre face à eux des gens responsables, d'autant plus en rapport étroit avec la ville, ce qui constitue un élément avantageux. C'était juste pour abonder dans ce sens.

Si vous pouviez aussi nous dire, dans le cadre du CLSPD que vous avez organisé, si cette question des confrontations avec les jeunes a été discutée, abordée entre vous et la sous-préfète et le commissaire ? Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Aoummis. Bien sûr que ces problèmes ont été exposés, mais pas que. Les violences faites aux femmes sont aussi un volet important qui sera dans notre action. Le CLSPD a bien sûr balayé toutes les actions qui vont être faites, que ce soit vis-à-vis des jeunes, des moins jeunes, de la violence faite aux femmes, pour le bien-être de chacun, du vivre ensemble qui est nécessaire. Je suis intimement convaincu que cela passe bien sûr par la présence humaine et par un consensus entre nous pour éviter que les événements qui se sont passés à Choisy-le-Roi, où la police municipale n'était nullement impliquée, mais, peu importe, essayer d'arriver au fait que lorsque la police arrive, et en l'occurrence, ils ont arrêté un dealer qui était malheureusement plus que connu, éviter que cela fasse une véritable émeute comme cela s'est passé à Créteil il y a quelques jours.

J'ai demandé à mes adjoints, Walid Sayadi qui est maire adjoint du quartier sud, Moustapha Thiam qui habite aussi ce quartier, de m'organiser une réunion avec les jeunes sur les événements qui se sont passés aux Navigateurs qui n'étaient pas forcément liés. L'été arrive, c'est une coutume que les esprits s'échauffent lorsque l'été arrive. Donc de m'organiser cette organisation avec les jeunes, parce que je veux aller à leur contact et, ensemble, essayer de comprendre l'incompréhensible. Pourquoi faire brûler une poubelle, appeler les pompiers et les caillasser ? Je ne comprends pas. La police arrive, elle se fait

caillasser. J'ai quand même plusieurs témoignages qui disent que les mortiers sont allés jusque sur les balcons et ont failli atteindre des gens. Donc il ne s'agit pas de souffler sur les braises, parce que moi, cela me navre. Je n'accuse pas untel ou untel, nous essayons de mettre en place le plus d'éléments possible avec l'aide de tous ceux qui veulent y participer pour apaiser ces tensions. La police municipale, souvent, est sur les marchés pour se présenter. Cette police municipale, je veux qu'elle soit une police de proximité dont j'ai été très critique lorsqu'elle a été supprimée, parce qu'ils ne servent pas qu'à organiser des terrains de foot, comme l'avait dit un certain Monsieur avec lequel j'étais en désaccord complet. Donc la mission que nous avons donnée à cette police municipale, aidée par les médiateurs, c'est de bien travailler sur les deux jambes, la prévention et, malheureusement, s'il faut sévir, il faut bien sévir. Il faut quand même, je dirais, que force reste à la loi.

J'ai dit au CLSPD, nous sommes quand même un pays de droit, il peut, et il y en a, des brebis galeuses dans la police, comme il y en a dans tous les métiers, comme il y en a en politique. Je l'ai vécu, je le vis, vous l'avez vécu dans votre groupe. Tout le monde a vu cela. Donc ce qu'il faut, ce n'est pas s'appesantir sur les cas dommageables, mais essayer de voir avec ceux qui travaillent dans l'intérêt général, dans l'intérêt des gens, unir nos forces pour que cela ne se reproduise pas. Bien souvent, cela se termine très mal d'un côté ou de l'autre.

D'ailleurs, il n'y aura pas que les médiateurs, la police municipale, etc., nous comptons aussi beaucoup sur les associations qui ont un rôle important, sur notre service jeunesse ou vous-même, si vous voulez participer. J'ai fait un signe d'ouverture, parce que cette question regarde tout le monde. Je ne prétends pas avoir la science infuse, ce n'est pas mon métier. Nous mettons en place ce que nous pensons pouvoir améliorer les choses. Dans la vie de tous les jours en général et quel que soit le sujet, pour moi, ce qui peut améliorer les choses, c'est l'humain. En écho à cela, je n'utilise pas d'ordinateur, je fais la queue à la banque, je fais tout cela, je digresse, mais j'aime bien toujours passer ces messages, le Nouveau Monde la révolution numérique, c'est très bien, mais l'Ancien Monde n'était pas si mal. Je ferme la parenthèse. Quand je mettais des sous à l'autoroute, cela nous prenait des sous, mais au moins, on pouvait voir un sourire, la personne, ou si on était arrêté, on pouvait avoir quelqu'un qui nous lève la barrière. Il y a plein d'exemples comme cela. L'humain est au centre de tout. Même entre nous, on peut s'engueuler, avoir des avis différents, etc., mais au moins, nous sommes face à face, nous discutons. Imaginez le jour où ce sera les Conseils municipaux en visioconférence ou par machine, parce qu'on aura entré les données, et vous aurez la machine de droite qui répondra à la machine de gauche, parce qu'elle prendra en tête les questions et saura ce qu'il faut répondre. J'exagère, mais je me demande si cela ne va pas arriver un jour, puisqu'on nous prépare déjà les machines à voter. Je suis contre les machines à voter, je l'ai dit, j'adore ces journées d'élections où on peut passer une journée ensemble. On est à côté d'un adversaire politique. Ce jour-là, je ne suis pas forcé de bien l'aimer, mais certains sont peut-être forcés de bien s'aimer, parce qu'il faut avoir une bonne image face à l'électeur. Mais la plupart du temps, cela donne des moments agréables. Je n'ai pas envie, moi, que les journées, même si c'est difficile de trouver des assesseurs, que ces belles journées soient remplacées par des machines. Il y a des villes qui ont pris les machines pour voter.

Je vous suis sur l'élément de présentiel et d'humain. À la limite, je dirais presque que j'ai besoin de vous. J'ai besoin des Choisyennes, des Choisyens, nous avons besoin de tout le monde. Voilà ce que je peux en dire. On propose de délibérer. Y a-t-il des remarques là-dessus ? Non.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

→ 4. Tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Nous arrivons, j'en suis sûr, au point n°4, le tableau des effectifs du personnel communal. On a demandé de le présenter également à la volée.

Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient, c'est technique, de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir en tenant compte des mouvements du personnel et des recrutements réalisés et en permettant l'accès à des agents contractuels. Il est donc demandé aux membres du Conseil de délibérer sur ce sujet si cela vous paraît utile, mais c'est une question classique qui revient régulièrement lors de notre Conseil. Vous avez tous les détails concernés. Souhaitez-vous intervenir ou l'on passe au vote ? On passe au vote.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES COMMANDE PUBLIQUE

→ 5. Décision modificative n°1 budget parking

M. le Maire : On en est à quel point, est-ce que je vais pouvoir me reposer un peu ? Non, c'est encore moi. Il s'agit de recettes envisagées de 4 000 euros qui n'ont pas été intégrées, c'est un jeu d'écriture pour parvenir à l'équilibre. C'est uniquement, là aussi, technique. Y a-t-il des interventions ? Non. Nous pouvons voter.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.

TARIFICATION

→ 6. Mise à jour du règlement de fonctionnement du PASAM et actualisation de la tarification des activités municipales annexée à compter du 1er septembre 2022

M. le Maire : Nous arrivons au point 6. C'est encore moi, vous m'avez gâté. Là aussi, c'est quelque chose qui revient régulièrement : mise à jour du règlement de fonctionnement du PASAM et actualisation de la tarification des activités municipales, cantines, sport et autres. Nous appliquons à compter du 1er septembre 2022 une augmentation habituelle modique de 2 %. J'espère vraiment que nous en resterons là, car nous voyons bien nos notes de fluides exploser également à la municipalité. Il y a un certain candidat qui est devenu président, qui avait dit qu'il baisserait de 10 milliards d'euros les subventions aux collectivités. S'il ose faire cela, on est déjà à l'os, je me demande où on va aller. Pour l'instant, il n'en a pas reparlé, espérons qu'il a oublié et qu'on ne puisse garder que nos 2 %.

Y a-t-il des interventions là-dessus ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Non. Il y a une intervention ? Madame Gaulier, c'est elle qui vient d'être élue ? Pourquoi Madame Gaulier ?

M. Thiam : Parce qu'elle est au Modem.

M. le Maire : Oui, elle a des sources, mais elle m'a rassuré, elle m'a dit : « Pour l'instant, il n'en parle pas trop ».

Mme Gaulier : je peux prendre la parole ?

Mme Gaulier : Non... Merci, Monsieur Didier Guillaume.

Rires

M. le Maire : Tu veux dire quoi ? 30 secondes, Danièle.

Mme Gaulier : Je vais être très simple. Monsieur le Député a fait une réunion de démarrage de campagne. Il y a eu un certain nombre de points qui ont été développés. En tant qu'élue, j'ai fait part de mes inquiétudes concernant la politique territoriale, effectivement cette histoire de milliards d'euros. J'ai également indiqué qu'il pouvait y avoir parfois un manque de compensation sur les taxes d'habitation. Donc il l'a parfaitement enregistré, et je ne suis pas quelqu'un qui s'aplatit comme cela devant la politique gouvernementale. Quand j'ai quelque chose à dire, je le dis. Voilà.

M. le Maire : C'est dit, Danièle, et bien dit. Merci.

M. Thiam : Tonino, en clair, elle vient de quitter le Modem.

M. le Maire : Moustapha, tu ne vas pas t'en mêler non plus. Tu m'as dit que tu voulais devenir président du Sénégal, concentres toi.

Rires

M. Thiam : Je reste à Choisy-le-Roi pour l'instant.

M. le Maire : Merci. Cela ne fait pas de mal de rigoler un peu avec ce par quoi nous sommes entourés. On a voté ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.

→ 7. Tarifs des concessions dans le cimetière communal à partir du 1er juillet 2022

M. le Maire : Les tarifs des concessions dans le cimetière communal à partir du 1er juillet 2022. C'est modique, j'en profite pour rendre hommage à l'excellent régisseur et les employés du cimetière, franchement, sur tous les derniers travaux entrepris. Il est là depuis un certain temps, donc nous en avons hérité, j'en suis bien content. Y a-t-il des observations, là aussi, c'est du classique, sur ces tarifs, ou une intervention ? Non, on peut voter.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.

→ 8. Tarification et modalités de paiement des « séjours familles » dans le cadre des centres sociaux

M. le Maire : Le point n°8, là aussi, nous continuons, je l'avoue, dans ce qu'il se faisait avant avec des tarifs assez modiques pour aider ces familles. Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Non.

Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ 9. Cession du terrain du 49 bis avenue de la République de la Ville

M. le Maire : Très bien, je vais passer le relais à Monsieur le Premier Adjoint... Non ? Comment, non ? Il faut suivre, Monsieur le Premier Adjoint. Point 9.

M. Id Elouali : Point 9, c'est pour moi. Très bien.

M. le Maire : Je vais boire un coup.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, la première délibération qui m'est donné de vous présenter porte sur un sujet que je vous ai déjà présenté lors, il me semble, du dernier Conseil municipal. Il concerne la division et la désaffectation du lot B afin de pouvoir le céder. En gros, c'est Monsieur Dalla Francesca qui souhaite acquérir cette parcelle, qui est située au 49 bis, avenue de la République à Choisy-le-Roi. Après accord entre la commune et le futur acquéreur, ce terrain d'une superficie de 63 m² est cédé au prix de 14 400 euros. Ce qu'il faut retenir, c'est que cette vente sera conditionnée à l'usage unique de la parcelle au stationnement, espace de jeu, jardin. Ce terrain restera inconstructible. À défaut, il est prévu un droit de retour au profit de la ville sans indemnité. Voici ce qu'il en est pour cette première délibération, Monsieur le Maire, chers collègues.

M. le Maire : Merci, Monsieur Ali Id Elouali. Je connais bien où est ce terrain. D'abord, Monsieur Didier Guillaume veut intervenir.

M. Guillaume : Pas de souci sur la délibération et le vote favorable. En effet, on connaît bien où elle est, car c'est à côté de l'agence Coulon, cela fait plusieurs mois, en effet, que la parcelle est entourée de barrières Heras, des barrières hautes, et je me demandais pourquoi cette parcelle était privatisée. J'ai maintenant la réponse. Cela étant, j'ai l'impression que le propriétaire avait décidé que ce soit à lui avant qu'on délibère.

M. le Maire : Il y avait du stationnement sauvage, c'était un peu n'importe quoi, donc j'espère qu'il va en prendre soin, ce qui présentera un intérêt pour nous, mais c'est une situation qui est réglée. Il y a un tout petit peu d'argent qui rentre dans la commune, combien avez-vous dit, Monsieur Id Elouali ? Quand je vous disais que pour les 60 millions d'euros, nous avons 15 000 euros en caisse, ils viennent d'arriver.

Y a-t-il des interventions ? Peut-on voter ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.

→ 10. Lancement de la modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme

M. le Maire : Le point n°10, toujours Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, chers collègues. Il s'agit de la modification n°7 du plan local d'urbanisme de la ville, modification qui aura pour objectif la mise en cohérence des règles du PLU, plan local d'urbanisme, au regard du projet NPRU qui sont situées dans les quartiers sud pour la ZAC des Navigateurs/Cosmonautes. Aura également pour objectif l'adaptation réglementaire du PLU avec notamment l'harmonisation de quelques hauteurs de constructions sur le long de l'axe de la RD5. Comme vous pouvez le constater, on a toujours cette espèce de disparité, d'hétérogénéité sur l'axe de la RD5. L'idée dans cette modification, c'est justement qu'on arrive à harmoniser les hauteurs des constructions.

Autre élément nouveau dont je suis particulièrement fier également de porter avec la majorité, c'est adosser à cette modification une charte de la construction neuve qui doit être intégrée au règlement du PLU. Comme vous le savez, le PLU est un règlement, mais notre ambition d'agir sur ce que j'appelle le visage de la ville, c'est-à-dire ses constructions, les choix, les partis pris de construction nécessite un autre document qui, lui, n'est pas prescriptif au sens réglementaire du terme, mais qui nous permettra d'avoir une base d'échange et de dialogue avec les promoteurs, d'où cette charte du bâti.

Ensuite, l'autre objectif est l'identification du patrimoine bâti à protéger. Nous avons également une responsabilité de protéger tout le patrimoine de la ville, le patrimoine remarquable en matière de bâti. L'idée, c'est que cette modification du PLU puisse préserver, protéger tout ce patrimoine qui nous est cher.

Autre objectif, la mise en cohérence en termes de zonage du PLU avec le classement en espace naturel sensible, c'est-à-dire ENS, de la partie Choisyenne du parc interdépartemental des sports pour qu'on puisse préserver également l'espérance qu'il y ait un rempart contre les appétits immobiliers pour le protéger, d'où l'intérêt d'intégrer cette orientation politique dans la nouvelle modification. Enfin, dernier objectif, introduire de nouvelles dispositions dans l'article 2 du règlement du PLU pour protéger et encadrer les commerces implantés en rez-de-chaussée.

Voilà ce qu'il en est pour l'essentiel de cette modification. Notez que contrairement à la modification n°6, je le dis également pour les Choisyens qui nous écoutent et qui sont attentifs à cela, la 6 était assez cohérente, car elle avait un objectif cohérent, la biodiversité, l'introduction notamment de la notion de pleine terre, celle-ci, la 7, est assez hétérogène, mais elle poursuit un objectif, à savoir qu'on puisse avoir la main, la maîtrise sur le patrimoine bâti de notre ville.

Voici, Monsieur le Maire, chers collègues.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Une remarque et une question. La remarque concerne la mise en cohérence du zonage du classement espace naturel sensible que j'avais porté et que j'ai eu la chance de mettre en œuvre avec mon ami Bruno Helin. C'est une très bonne chose qu'il y ait cette mise en cohérence, parce que de fait, c'est aujourd'hui inconstructible sur le parc, mais que le PLU de la commune l'inscrive en tant que tel, cela l'enracine encore plus, et de fait c'est une très bonne chose.

La question que j'ai, c'est sur la charte de la construction neuve. Comment et avec qui sera élaborée la charte ? C'est très simple, comme question.

M. Id Elouali : Par définition, une telle charte suppose une démarche transversale interservices. Ce qui va présider à cette construction, à l'élaboration de la charte, c'est vraiment un travail interservices, et on va faire bien sûr appel également à un accompagnement de compétences d'une expertise externe pour nous accompagner dans cette mise en cohérence, parce que c'est aussi cela qui est un peu le cœur de cette charte. C'est vraiment une mise en cohérence des différents services qui peuvent intervenir, bien sûr le service urbanisme, mais aussi les services habitat, les services qui sont en lien également avec l'énergie. Sachez également que le référent presque historique qui va nous accompagner, c'est bien sûr le CAUE. Bien sûr, Monsieur Guillaume. Je pensais que vous le saviez d'avance, parce que c'est quand même la référence en la matière. Il connaît notre territoire, il connaît ses pratiques, et il est en pointe sur ce type de charte. J'espère que cela vous convient comme réponse.

M. Guillaume : C'était une réponse que j'attendais. Sinon, j'aurais interpellé si le CAUE n'avait pas été associé à la démarche.

M. Id Elouali : Bien sûr, le CAUE est au cœur du territoire. C'est un des plus connaisseurs de notre ville. Il est évident qu'il soit associé. Mais notez surtout une démarche interservices, un projet interservices qui préside également cette démarche.

M. le Maire : Bien, merci. Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas. Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

→ 11. Avis de la commune sur le Règlement Local de la Publicité Intercommunale

M. le Maire : Le point 11. Monsieur Ali Id Elouali, c'est toujours à vous.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, la présente délibération porte sur le mal nommé RLPI, on va le renommer autrement, on va l'explicitier, on va expliciter les sigles pour que les gens comprennent. Il s'agit tout simplement du règlement local de publicité intercommunale. Comme vous le savez, la compétence PLUI, plan local d'urbanisme intercommunal, étant une compétence du territoire, le RLPI est un outil qui était porté par le territoire, et c'est ce territoire qui nous demande un avis.

La réglementation de la publicité des enseignes et des préenseignes est un instrument nécessaire pour la préservation du cadre de vie. C'est un outil de plus qui nous permettra d'avoir la main sur le cadre de vie des habitants. Il porte bien sûr sur la réglementation, sur la publicité, et l'idée, c'est vraiment qu'au-delà des prescriptions nationales, qu'on puisse se doter à l'échelle communale et intercommunale d'un règlement plus adapté aux réalités de notre territoire. Ce futur règlement permettra d'abord d'adapter dans un sens plus restrictif la réglementation nationale, de réfléchir à un traitement cohérent et uniforme des axes structurant les vitrines du territoire et de réglementer à l'échelle intercommunale tout ce qui est de la publicité.

Ce qu'il faut surtout retenir, c'est que ce document a été construit selon six orientations, je ne vais pas rentrer dans les détails, puisque vous les avez. L'orientation n°1, c'est réfléchir à un traitement cohérent. L'idée, c'est vraiment d'avoir une cohérence notamment sur les vitrines. Hélas, nos vitrines, nos commerces sont bariolés, il y a des vitrines de toutes les couleurs, de toutes les formes. C'est vraiment introduire une cohérence. Notre orientation, c'est aussi de réduire la pollution visuelle, de valoriser également les paysages naturels et urbains pour qu'ils ne soient pas défigurés par le grand n'importe quoi publicitaire. Et puis, c'est aussi conforter l'attractivité économique et commerciale du territoire. L'idée, ce n'est pas de faire un frein à l'attractivité économique, mais de faire de ce règlement un outil qui soit cohérent et qui puisse, au contraire, être un levier d'attractivité. Enfin, l'orientation n°5, c'est de contrôler le développement des nouvelles formes d'affichage en lien, entre autres, par exemple avec les nouvelles technologies, tout ce qui concerne un petit peu le digital et qui pourrait être également une source de pollution visuelle. Voilà ce qu'il en est pour le règlement. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est qu'à partir des orientations que je viens d'évoquer, il y a eu un zonage que vous avez en annexe, qui définit, à partir de cette grille d'évaluation, les 5 orientations, les objectifs, les différents zonages que le territoire vous propose pour réglementer l'affichage publicitaire dans notre ville.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des remarques, des interventions ? Monsieur Bourven.

M. Bourven : Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir, chers collègues, bonsoir aux élus de l'opposition, bonsoir à la direction générale, bonsoir aux Choisyennes et aux Choisyens. Je prends la parole pour faire une explication de vote à titre strictement personnel, sans aucun grief envers Monsieur le Premier Adjoint ni envers notre majorité, mais par conviction et point de vue personnel.

Je vais voter contre cette délibération pour deux raisons, d'abord vis-à-vis du contexte sanitaire que nous avons traversé en espérant que ce soit derrière nous. J'estime que les commerçants et les artisans qui exploitent souvent leur devanture pour faire leur publicité, mais aussi via les panneaux d'affichage, en ont en ce moment encore plus besoin. Ils ont tous plus ou moins souffert de cette crise. Pour rebondir, il me paraît nécessaire de ne pas bloquer cet outil pour tous les entrepreneurs et acteurs de nos villes. Qu'il faille les limiter, des limites liées à l'affichage, j'en suis d'accord, mais je trouve ce règlement trop restrictif et strict.

Ensuite, comme plus de 12 millions de Français qui travaillent ou vivent la nuit, il me paraît important que les enseignes publicitaires soient allumées afin de ne pas priver ces citoyens d'informations commerciales, administratives, municipales, associatives, etc.

Par ailleurs, d'un point de vue esthétique, et parce que j'aime me balader dans une ville la nuit, je trouve toutes ces devantures allumées de mille couleurs belles, faisant partie prenante du paysage nocturne de nos villes.

Enfin, d'un point de vue anecdotique, je souligne que la délibération, et vous l'avez rappelé, Monsieur le Premier Adjoint, comporte une coquille ou un oubli, puisqu'on nous annonce en page 2 six grandes orientations, et je n'en vois, et vous n'en avez cité que cinq dans le tableau qui suit ce paragraphe. Merci pour votre écoute.

M. le Maire : J'ai bien entendu. Je suis surpris de cette intervention, parce que c'est unanimement que les Choisyennes et les Choisyens se plaignent de l'état des devantures des enseignes des commerçants. Je dirais même que pour ceux qui ont une vue précise sur le fonctionnement du commerce, pour avoir eu de la famille dans le commerce ou pour discuter avec des gens qui veulent s'installer, les nombreuses personnes qui nous approchent et qui veulent s'installer dans notre ville nous disent souvent, bien sûr, il y a le problème du pouvoir d'achat et les gens font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont, mais on doit aussi ramener des classes moyennes sur Choisy-le-Roi pour élever le pouvoir d'achat de la ville et permettre à certaines enseignes qui désirent s'installer sur notre ville. Mais ces enseignes qui fonctionnent dans notre ville en aucun cas ne s'installeront sur des vitrines où 60 % de celles-ci sont inondées de publicité. Je dirais même qu'avec le service commerce et notre responsable commerce, nous allons entreprendre peut-être une formation pour eux, car contrairement à ce qu'ils pensent, de la même façon que trop d'impôts tuent l'impôt, trop de publicité tue la publicité. Il y a très peu de personnes qui ont envie d'entrer dans ces boutiques lorsqu'ils voient de telles devantures. Toutes les villes qui fonctionnent, où d'ailleurs beaucoup de Choisyennes et de Choisyens aiment se rendre, j'adore ma ville, comme nous tous, nous l'adorons, je fais mes courses à Choisy-le-Roi, mais pour que les commerçants puissent dignement gagner leur vie, on va leur expliquer que contrairement à ce qu'ils pensent, plus la vitrine sera soft, plus les gens auront envie d'entrer parce que c'est un gage de professionnalisme. Les vitrines enrubannées, etc., bien souvent, malheureusement, ce sont des gens que je ne critique pas, qui ont effectivement besoin de travailler, mais commerçant, c'est un métier. Pour avoir eu, non pas des cours, mais assisté à des formations ou avoir fait partie d'associations de commerçants... Effectivement, une formation très pointue sur la composition et le visuel de leurs vitrines.

Par exemple, une vitrine ne doit pas rester identique plus de 15 jours, c'est peut-être exagéré, mais au moins tous les mois. Alors que là, les boutiques de certains de nos commerçants Choisyens restent identiques pendant des années. Ce que je propose, c'est avec notre responsable commerce, d'aller effectivement leur expliquer. D'ailleurs, on voit bien les types de clientèles selon les boutiques, comment cela se partage. C'est triste, mais nous, nous voulons aider ces commerçants. Nous les avons aidés pendant deux ans. Pendant deux ans, nous n'avons perçu aucune taxe, et encore aujourd'hui où toutes les villes ont relancé des paiements sur les taxes, nous n'avons encore perçu aucun centime, mais il est indispensable dans leur propre intérêt que leurs vitrines soient revues. Comme l'a dit notre Premier adjoint, Monsieur Ali Id Elouali, oui, c'est une pollution pour notre ville. Chacun ses goûts, bien sûr, chacun peut apprécier tous les hiéroglyphes, peut-être, mais très sincèrement, j'aimerais bien voir autre chose. Une belle enseigne travaillée, une belle vitrine avec ce que l'on vend à l'intérieur, c'est bien plus joli et cela fait bien plus plaisir, surtout la nuit. Il n'y a qu'à aller à Paris ou dans d'autres villes pour voir, quand c'est illuminé, je peux comprendre qu'on ait envie de regarder les vitrines. Mais après, les goûts et les couleurs, cela diffère. Mais sur un point de vue professionnel, cher Julien, je peux vous assurer que sur les vitrines, ils ont tout faux. On va leur expliquer, puisqu'on se projette de les visiter. S'ils veulent plus de clients, augmenter et avoir accès à d'autres types de produits à vendre peut-être même plus haut de gamme pour faire plus d'affaires et enfin gagner réellement leur vie, ils ont, on va leur expliquer, intérêt à changer ces vitrines.

Cela fait partie des plans que nous allons apporter aux commerçants. Nous travaillons avec des gens qui sont spécialisés dans la redynamique des commerces. Nous sommes en contact avec eux, ce sont des gens qui ont revitalisé avec succès des quartiers entiers dans diverses villes de France. La première chose sur laquelle ils jouent, c'est sur la vitrine. La première chose qu'ils demandent d'effacer, c'est effectivement la vitrophanie importante. Il ne s'agit pas d'annuler à zéro la vitrophanie, mais c'est sur leurs recommandations qu'on a fait cela. C'est leur métier. Ce que nous avons mis dans la délibération, c'est ce qu'ils ont demandé dans les villes, ce qu'ils ont missionné aux commerçants de faire, et cela marche. Ils nous ont donné des quartiers qu'ils ont revitalisés dans différentes villes qu'on peut visiter et qui fonctionnent. Peut-être pas autant qu'ils l'auraient souhaité, parce que c'est une question très difficile, mais qui fonctionnent nettement mieux qu'avant. Et encore une fois, il ne s'agit absolument pas de critiquer ces commerçants qui, comme tant d'autres se lancent, ouvrent une boutique parce qu'ils cherchent du boulot. Certains ouvrent des restaurants, ils cherchent du boulot. Je les comprends tout à fait. Bravo à leur esprit d'initiative. Mais malheureusement, trop souvent, ils ne s'accompagnent pas de conseils ou de formations parce que cela reste un métier. Il y a des catas dans ces métiers pour attirer le chaland, etc., mais bon, chacun peut en penser, bien sûr, ce qu'il en veut. Merci.

Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Merci. Vous venez de dire qu'on avait supprimé une taxe pendant deux ans sur les commerçants. À quelle taxe faites-vous allusion ? Je n'ai pas de souvenirs que l'on ait retiré de taxe. La taxe d'enseigne ?

M. le Maire : Vous étiez parmi nous, Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Moi, je ne vois pas de quelle taxe vous parlez. Pour moi, les commerçants paient toujours autant de taxe.

M. le Maire : OK, c'est très clair. Dans la ville, dans toute ville, ce sur quoi vous aviez été d'accord, dans toutes les villes, l'espace public, comme cela se faisait avant le Covid, à Choisy-le-Roi et dans d'autres villes, toute utilisation de l'espace public est taxée. Les devantures, les enseignes, il y a un prix, il y a une taxe. Pendant deux ans, les commerces

de Choisy, et cela avait commencé avec Monsieur Didier Guillaume, ce que nous avons poursuivi, pendant toute la durée du Covid, les commerces Choisyens n'ont pas payé cette taxe.

M. Habi : Monsieur Panetta, ce n'est pas un cadeau. On n'a juste pas d'agent pour faire le suivi de la facturation.

M. le Maire : Monsieur Hacène Habi, pendant les deux ans, les Choisyens, si vous en trouvez un, vous me l'apportez, on va lui rembourser ce qu'il a payé.

M. Habi : On n'a pas voté de cadeaux aux commerçants. On n'a matériellement pas les moyens humains de suivre aussi bien les demandes d'occupation de l'espace public que leur traitement financier.

M. le Maire : Monsieur Hacène Habi...

M. Habi : Je sais comment je m'appelle.

M. le Maire : Qu'il y ait des moyens ou pas, vous savez comment vous vous appelez, mais vous oubliez ce pour quoi vous avez été d'accord. Très bien. Donc je vous explique, d'autant plus si on n'a pas les moyens de récupérer ou de facturer, cela abonde dans ce que je vous dis, il est d'autant plus vrai, je vous dis que les commerçants Choisyens dans cette ville n'ont pas payé de taxe. Voilà. Ce qui ne sera pas le cas tout le temps.

M. Habi : Ce n'est pas un cadeau.

M. le Maire : Si, parce que cela a été voté au Conseil municipal.

M. Habi : On n'a pas voté cela.

M. le Maire : À partir du moment où cela est voté au Conseil municipal, mais peut-être que vous étiez en train de dormir...

M. Habi : On n'a pas voté cela.

M. le Maire : Monsieur Hacène Habi, on va vous apporter la délibération du Conseil municipal que vous avez votée.

M. Habi : Il est plus simple de traverser la rue et de demander à un commerçant si on lui a fait cadeau d'une taxe. Ce sera plus simple.

M. le Maire : On va vous apporter la délibération du Conseil municipal que vous avez votée, mais peut-être que vous êtes maintenant contre ce que vous avez voté, cela, c'est une autre affaire. Mais on va vous emmener la délibération que vous avez votée. Madame Danièle Gaulier.

Mme Gaulier : Je confirme, c'est moi-même qui ai porté la délibération, elle a été votée à l'unanimité par le Conseil. Je ne me souviens plus de la date du Conseil, mais il y a un Conseil très précis. D'ailleurs, j'ai souvenir qu'à cette occasion, j'avais rappelé les différentes mesures d'aides aux commerçants qui avaient été déclinées. Je confirme que pendant tout cela, cela avait commencé sous l'ancienne mandature, nous avons continué l'exonération.

M. Habi : Il y a eu des mesures d'aide dans la période Covid...

M. le Maire : Monsieur Hacène Habi, vous demandez la parole, ce n'est pas du ping-pong.

M. Habi : Je vous demande la parole.

M. le Maire : Non, Monsieur, vous avez ouvert votre micro, vous avez parlé, alors que j'allais ouvrir le mien pour remercier Madame Danièle Gaulier.

M. Habi : Finissez, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Non, vous éteignez votre micro.

M. Habi : Allez-y, finissez.

M. le Maire : Non, vous éteignez votre micro, Monsieur Habi.

M. Habi : Vous voulez aller à la confrontation, Monsieur le Maire ? Alors, finissez, allez-y, vous avez la parole.

M. le Maire : Monsieur Hacène Habi. Vous avez quitté notre groupe.

M. Habi : Je croyais qu'on n'en parlait pas. Si on n'en parle pas, on n'en parle pas, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Monsieur Hacène Habi, vous étiez adjoint à la sécurité. Il y a un règlement dans ce Conseil municipal qui se passe excellemment, et je remercie tous les collègues. Permettez-moi d'expliquer aux Choisyennes et aux Choisyens que Madame Danièle Gaulier avait la charge du commerce pendant pratiquement deux ans. Elle vient de vous expliquer, contrairement à ce que vous avez affirmé, qu'une délibération concernant la taxe des PLE a été votée à l'unanimité, et que vous avez voté cette délibération. Si vous l'avez oublié, cela peut arriver, il n'empêche qu'on produira aux membres du Conseil cette délibération que vous avez votée. Donc je n'appelle pas cela un cadeau, j'appelle cela une aide. Et je donne la parole à Monsieur Guillaume.

M. Guillaume : Je ne veux pas rentrer dans votre conversation et dans le jeu de ping-pong ou de tennis de table, ce n'est pas mon propos. Simplement un peu d'histoire. Je vous rappelle qu'on sortait d'une période de Covid très particulière où uniquement deux types de commerçants avaient la possibilité de rester ouverts, les boulangeries, les métiers de bouche et certains commerçants. Éventuellement, sur des dates bien précises, les fleuristes avaient eu le droit de sortir leurs fleurs sur le trottoir, et évidemment, les professions de santé dans lesquelles j'englobe les pharmacies. Le choix qui avait été fait et qui a été poursuivi dans la délibération qui a été votée par la nouvelle mandature, c'était un acte de solidarité. J'appelle ça comme cela. Ce n'est pas un cadeau, c'est que les commerçants avaient eu pendant plus d'un an une incapacité de travailler, puisque leur outil de travail avait été fermé pour des raisons sanitaires. C'était une crise, je pense que tout le monde avait compris, même si, de fait, il y avait des aides de l'État. Je pense que c'était normal qu'une commune avec des valeurs fasse un acte de solidarité avec les commerçants, et c'était le choix qui avait été fait et qui a été poursuivi par la suite.

M. le Maire : Merci, Monsieur Didier Guillaume, c'était exactement comme cela que ça s'est passé. D'ailleurs, vous l'avez voté aussi, nous l'avons tous voté à l'unanimité. Je pense que dans cette ville, Choisy-le-Roi, s'il y a un maître mot, c'est la solidarité, et de quelque bord que ce soit, nous avons toujours pratiqué cette solidarité au-delà de nos différences. Merci.

Nous avons voté ? Non. Nous allons procéder au vote.

Donc y a-t-il des votes contre ? Un vote contre. Y a-t-il des obtentions ? Non. C'est voté à l'unanimité, merci... Excusez-moi, cela se passe tellement bien, on est dans ses rêves. C'est voté moins une voix. Ils vont rétablir cela, cela va être compté derrière.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité. (1 abstention)

→ 12. Suppression de la servitude de cour commune et de non aedificandi constituée sur la parcelle cadastrée numéros 118 et 119

M. le Maire : Le point n°12, allez-y. C'est une affaire un peu abracadabrantesque.

M. Id Elouali : Je vous la présente de la manière la plus courte, je vous laisse le commentaire. Il s'agit « tout simplement » de la suppression de la servitude de cour commune constituée sur les parcelles cadastrées numéro 118 et 119. Dans le cadre de la vente d'un terrain à bâtir, cadastré à la section n° 119, 4, avenue Marcel David à Choisy, il est apparu que cette parcelle était grevée d'une servitude de cour commune et de non aedificandi. Par acte du 22 février, et du 26 mars 1956, vous étiez là, Monsieur Guillaume...

M. Guillaume : Ce n'est pas bien, je n'étais pas encore né, mais ce n'est pas bien pour ceux qui sont autour de cette table qui étaient déjà nés à cette date.

M. Id Elouali : J'ai un grand respect pour le grand âge, Monsieur Guillaume, il n'y a aucun souci. Prenez-le comme un compliment.

Le numéro 119, un traité de cour commune a été établi entre la commune de Choisy-le-Roi et Mesdames veuves Lebail et Mora, actant une servitude de cour commune entre le fonds actuellement cadastré au n°118 et celui cadastré au n°119. Il y a une erreur, c'est 119.

Cette servitude avait pour objet de ménager et maintenir libre de construction d'une cour commune entre les deux propriétaires. Jusque-là, tout va bien. La servitude concernée ne peut être éteinte que par un acte authentique de renonciation des différents propriétaires des fonds grevés et pas la commune. Dans ce cadre, et par la commune, vous avez raison, dans ce cadre et afin de permettre la régularisation de la cession de la parcelle concernée, il est demandé au Conseil municipal d'approuver la suppression de cour commune et d'autoriser le maire ou son représentant à signer l'acte s'y rapportant.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Je vous donne la parole, Monsieur Didier Guillaume, parce que c'est une affaire... La parcelle en question, c'est un pavillon qui est tout de suite en sortant du parc. Vous connaissez ? J'ai halluciné. Je reçois une dame lors de mes réceptions du samedi matin qui vient se plaindre que la commune reviendrait sur un permis de construire accordé, cette maison-ci. Je me suis dit : « Comment cela, on revient sur un permis de construire ? Il y a quelque chose ». En fait, c'est son notaire, au moment de signer l'acte de vente, qui découvre bien tard, alors qu'on avait écrit au notaire, il ne nous avait pas signalé de servitude, donc on instruit le permis, on l'accepte, et au moment de signer, le notaire se réveille, je ne sais pas ce qui lui a pris, il découvre qu'il y a une servitude qui nous, sur notre cadastre, ne peut pas apparaître. J'ai effectué des recherches, je me suis demandé ce qu'était cette histoire. C'est pour cela que cela remonte en 1956. C'est juste une affaire familiale.

Ce pavillon, dont on ne voit absolument pas qu'il est divisé, les propriétaires en 1956 ou en 1957 ont divisé le terrain de leur jardin, qui est assez important, qui doit faire 700 m² avec cette maison, pour permettre plus tard à leurs enfants de construire, mais il n'y a pas de coupure, il n'y a rien, le mur, c'est juste une division. Mais à l'époque, il y a une servitude qui a été faite entre les deux terrains. C'est un petit passage avec un puits, je crois. Personne n'est capable de savoir pourquoi, à l'époque, cette servitude a été créée, et le maire de

l'époque, je me demande si ce n'était pas Monsieur Lebidon, je ne sais plus, le maire de l'époque qui avait signé. En 1956, c'était qui ? En 1957... Peu importe. Donc cette dame, qui est venue un peu m'engueuler quand même, je lui ai dit : « Je suis désolé, c'est votre notaire qui vous a dit qu'il ne voulait pas signer, ce n'est pas la commune ». On a fait les recherches, et pour que cette dame puisse signer l'acquisition de cette parcelle et construire cette maison, nous devons supprimer cette servitude.

Monsieur Didier Guillaume avait demandé la parole, mais comme il est galant, Madame Juhel l'a demandée, vous faites quoi ?

M. Guillaume : Oui, Madame Juhel, allez-y.

M. le Maire : Allez-y, Madame Juhel. Vous voyez que c'était bien, l'Ancien Monde. Le Nouveau Monde, c'est fini. Cette parité, on ne tire plus la portière...

Mme Juhel : Mais moi, en 1956, j'étais née, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Oui, d'accord...

Rires

Mme Juhel : C'est pour cela que je pose des questions.

M. le Maire : Allez-y.

Mme Juhel : La cour commune, on ne voit pas où elle est dans le pavillon, c'est certain, mais le fait de non aedificandi, de ne pas pouvoir construire, il y a un permis de construire à 7 m. Cela veut dire qu'ils vont démolir la maison et construire autre chose ? On avait compris que vous étiez plutôt pour ne pas bétonner. Donc ce permis de construire, c'est une rénovation de la maison, c'est la construction de plusieurs étages ? C'est quoi ?

M. le Maire : C'est une simple maison. Attention, vous savez, il y a le PLU actuel. Lorsqu'un permis est déposé, qu'il est conforme au PLU, on ne peut pas l'interdire. Sinon, ils nous font un procès, on perd et on a des pénalités. Donc effectivement, la maison ne sera pas détruite, puisqu'il y a suffisamment de recul. La personne est en droit de construire une maison, puisqu'il y a le recul nécessaire, le service, c'est une construction neuve qui sera à côté, et le service urbanisme a tout contrôlé, validé. Avec l'architecte, ils sont dans la légalité la plus complète. On ne peut pas refuser le permis. On n'a pas le droit de refuser un permis qui est conforme. D'ailleurs, cela va à la préfecture, la préfecture nous le remarque. Autant si on en accordait un qui ne serait pas conforme, on serait retoqué par la préfecture. Autant, si on refuse un permis qui est valable, on se ferait attaquer aussi par la personne. Cela va être, effectivement, une construction neuve à côté, et l'ancienne qui va se substituer. On ne peut pas s'y opposer, ce n'est pas possible.

Monsieur Didier Guillaume avait demandé la parole sur ce sujet.

M. Guillaume : Oui, mais c'était la même question que Madame Juhel. Pour un peu d'histoire, je vous informe que de 1955 à 1959, le maire de notre commune était Henri Lucien Sergent.

M. le Maire : Merci de cette information. Bien, s'il n'y a pas d'autres interventions, on passe au vote. Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

PRÉVENTION ET SÉCURITÉ

→ 13. Modification du tarif de stationnement payant sur voirie (forfait post stationnement) et suppression de la minoration

M. le Maire : Il s'agit d'une modification du tarif de stationnement payant sur la voirie et suppression de la minoration. Pourquoi ? Parce que beaucoup de personnes qui payaient dans un laps de temps court pouvaient bénéficier d'une minoration, mais on est incapable de gérer cette minoration à cause de problèmes de temps ou de techniques. C'est fastidieux, c'était le cas avant, c'est le cas maintenant. Nous nous sommes dit que le plus simple était de faire payer moins cher la contravention, et il n'y aura pas de minoration, puisqu'on baisse le prix de la contravention, ce qui compense et sera bien plus simple pour tout le monde pour le contrevenant, pour les services et autres. C'est tout simple. Oui, Madame ?

Mme Luc : Je ne comprends pas.

M. le Maire : Excusez-moi. Madame Luc, vous avez la parole.

Mme Luc : Je ne comprends pas ce que vous dites, Monsieur le Maire. La dépénalisation du stationnement payant sur voirie a permis que chaque ville fixe le montant de la redevance. Elle a aussi donné la possibilité d'accorder une minoration en cas de paiement rapide. En 2017, nous avons décidé de faire bénéficier les Choisyens de cette minoration qui ramenait leur EFPS de 25 euros à 20 euros. Je rappelle quand même que c'était déjà une augmentation sensible, puisque, souvenez-vous, on payait une amende de 17 euros. On passe quand même de 17 à 25 euros, on est d'accord. Donc vous décidez de supprimer cette minoration au moment où le pouvoir d'achat est la première préoccupation des Français, des Choisyens. Nous regrettons cet abandon de la minoration.

M. le Maire : Vous n'ignorez pas que toutes choses, il y a une petite inflation que nous apportons au service rendu à la population, comme les cantines et autres, etc. Nous faisons d'une pierre deux coups, nous baissions quand même sur la voirie la contravention pour simplifier les choses. Il n'y aura pas, par la suite, d'augmentation. Il n'y a pas de perte de pouvoir d'achat. De toute façon, il aurait fallu augmenter légèrement. Je vous signale, et pour le coup, la Cour des comptes a pointé du doigt le fait que nous apportions un budget supplémentaire au parking. On se casse la tête, parce que ce n'est plus possible. Il va manquer 300 000 euros de recettes au parking, puisque nous n'aurons plus le droit d'abonder et de faire ce budget supplémentaire, et donc de compenser par une subvention le manque à gagner. Et là, ils vont venir contrôler. Ils ont permis sur un an ou deux de passer. S'il fallait mettre au prix, le pouvoir d'achat des Choisyennes et des Choisyens en prendrait un coup, mais on a quand même aussi ce problème. Donc nous avons quand même baissé de manière conséquente. On s'est aperçu aussi que les demandes de minoration étaient plus que faibles. C'est 80 % des Choisyennes et des Choisyens qui vont voir leur pouvoir d'achat augmenter, puisqu'ils ne demandaient pas leur minoration. Ils vont tous payer moins cher, ces 80 %, leur contravention. D'ailleurs, ceux qui ne demandaient pas la minoration, c'était aussi parce qu'ils ne payaient pas. Quand on ne paie pas, on a une relance avec une augmentation. Comme de toute façon, on baisse le coût de la contravention, ils sont gagnants sur tous les tableaux. Ceux qui ne paient pas, ils paieront moins cher puisque ce sera augmenté. Il y avait, je ne sais plus, on avait fait le pourcentage, mais il y avait très peu de demandes concernant cette minoration. Donc de toute façon, l'un dans l'autre, franchement, ils sont gagnants. On ne pouvait pas faire autrement.

Mme Luc : Si, on peut faire autrement. À l'époque, on avait choisi une fourchette un peu moyenne par rapport aux villes environnantes. Par exemple, à Créteil, l'EFPS est de 15 euros. À Choisy-le-Roi, il était de 20 euros si on payait dans les 5 jours, cela nous paraissait

très intéressant. Ce que je retiens aujourd'hui quand même, c'est que le Conseil municipal, la majorité propose la suppression de cette minoration.

M. le Maire : C'était 25 euros avec la minoration, c'était 20 euros. Donc vous comprenez l'exercice qu'on a fait. Je pense que nous allons perdre des recettes en faisant cela. Je vous explique que peu de gens demandaient de minoration. Cela veut dire qu'au lieu d'avoir des rentrées de recettes avec une amende à 25 euros, nous n'aurons plus que des forfaits post-stationnement à 80 % à 20 euros, donc on va perdre de l'argent. D'ailleurs, j'avais dit que j'étais sceptique, parce qu'on va perdre de l'argent. On vous montrera les comptes, et vous verrez que si on perd de l'argent, c'est que les Choisyennes et les Choisyens en auront gagné. On passe à 23 euros au lieu de 25. C'était 20 euros avec la minoration, et là, c'est tout le monde qui va payer 23. De toute façon, il aurait fallu appliquer une augmentation, ce que nous ne ferons pas, sur ces 25 euros ou sur les 20 euros puisque tout notre système de parking, ce déficit de près de 300 000 euros, il va bien falloir trouver l'argent. Je ne vais pas augmenter les impôts pour trouver ces 300 000 euros, je m'y suis engagé. Pendant toute la durée que nous serons à la gestion de notre commune, nous n'augmenterons pas les impôts. Je vous dis que les Choisyennes et les Choisyens vont gagner du pouvoir d'achat, parce que 80 % des Choisyens, au lieu de payer 25 euros, ils vont payer 23. Si vous voulez, je vous présenterai les résultats au bout d'une année.

Monsieur Hacène Habi a demandé la parole.

M. Habi : Merci. Monsieur le Maire, les Choisyens vont gagner du pouvoir d'achat en payant des amendes post-stationnement. C'est d'une logique imparable. Du temps où j'étais encore adjoint à la sécurité en charge du stationnement, ce qui m'a été présenté par les services est non pas une réduction en faveur de tous les Choisyens, mais plutôt une réduction pour diminuer le nombre de personnes qui se présentaient justement dans l'espace physique pour régler le stationnement. Il se trouve que ces 5 euros avaient tendance à attirer les gens qui souhaitaient économiser 5 euros, parce qu'il y a des gens qui sont à 5 euros près, et qui se rendaient en physique au poste de police municipale. La particularité que nous avons, c'est qu'il n'y a qu'un seul agent qui sait utiliser le logiciel. Cet agent a eu de nombreux arrêts, dont plusieurs Choisyens se sont retrouvés dans l'impossibilité matérielle de régler physiquement au poste de police municipale. Il reste évidemment la solution de l'Antai, ils peuvent tout à fait régler en ligne, mais quand on a un certain âge de l'ancien temps, et qu'on n'utilise pas les nouvelles technologies, effectivement, cela peut être compliqué. Ce n'est pas avec 2 euros de réduction, en passant de 25 à 23, qu'on va développer le budget communal. Je pense qu'il faut arrêter de raconter n'importe quoi. Merci.

M. le Maire : Cher Monsieur Habi, je reconnais là toute votre élégance. Ce projet vous avait été présenté, vous avez été incapable de trancher. Il se trouve qu'à un moment, il faut prendre une décision. La décision, nous l'avons prise. Nous ne racontons pas n'importe quoi, je vous fais la même réponse qu'à Madame Luc. Je vous soutiens que c'est l'ensemble des Choisyens qui vont gagner de l'argent, ne serait-ce que de deux euros. Parce que comme vous l'avez dit, effectivement, même si cela n'avait été qu'un euro, un euro ou deux euros, c'est extrêmement important. Je voudrais aussi rappeler que vous étiez quand même, dans les consignes que vous vouliez donner, pour verbaliser à tout va, et il me semble qu'à ce moment-là, le pouvoir d'achat des Choisyennes et des Choisyens ne vous préoccupait pas tant que cela, puisque j'ai dû donner une directive à la police municipale en rappelant que le responsable de la police municipale, c'était le maire, et que je leur ai demandé de lever le pied sur certaines rues de stationnement, puisqu'il y avait des choses bien plus graves comme les doubles files. Je ne raconte pas n'importe quoi, mais vous, s'il vous plaît, ne racontez pas n'importe quoi. Vous avez parlé, Monsieur Habi, je donne la parole à Monsieur Stéphane Bance.

M. Bance : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, je voudrais rappeler que si on voulait éviter de discuter de ce forfait post-stationnement, il suffisait de payer son stationnement à la base et puis de partir à l'issue du paiement de son stationnement pour éviter d'avoir à payer une amende de stationnement à l'issue.

Mme Luc : Monsieur Bance, ce n'est pas une amende. J'ai dit, il faut le savoir, que c'est dépénalisé. C'est une redevance de l'occupation de l'espace public. Justement, cela a été fait. Quand vous arrivez dans un endroit, vous pensez rester une heure, vous restez 1 h 30, manque de chance, vous n'avez mis dans l'horodateur qu'une heure. Ce n'est pas toujours de la mauvaise volonté de la part des automobilistes, il ne faut pas non plus exagérer.

M. Bance : Je disais « amende », parce que cela parlait peut-être plus aux anciens plutôt que « forfait de post-stationnement ».

M. le Maire : Il est vrai que les Choisyennes et les Choisyens comprennent plus le mot « amende » que « post-stationnement », mais je vous fais le pari... Que vont recevoir les Choisyennes et les Choisyens ? Avant, ils recevaient 25 euros. Maintenant, ils vont recevoir 23 euros. Donc si vous voulez, on peut analyser ensemble leurs réactions. Je suis désolé, c'est une baisse. Pour la majorité qui paie tout de suite, lorsqu'on ne paie pas une contravention, cela peut être par mégarde ou parce qu'on ne veut pas payer, mais la majorité des gens paient. Au lieu de payer 25 euros, ils vont payer 23 euros. Si un jour vous prenez une amende, vous verrez, vous serez contents d'avoir 23 au lieu de 25 euros. La perte de temps pour gagner deux euros, où la plupart des gens ne le faisaient pas, c'est ce qui a induit notre réflexion. Notre réflexion était, de toute façon, toutes les villes augmentent leur post-stationnement, on fait d'une pierre deux coups, on baisse, on met 23 euros, on solutionne ce problème où si un agent n'est pas là, parce qu'il n'y a pas que l'utilisation du matériel, nous n'avons pas vocation, nous, nous préférons que les agents soient sur le terrain à être en présentiel, à attendre. Le service Antai et autres, je vous ai dit ce que je pensais du numérique. Nous avons fait d'une pierre deux coups, nous avons baissé à 23 euros, ce qui va nous éviter d'augmenter prochainement le parking. On aurait pu par exemple baisser à 20 euros, puis mettre cela à 23 euros dans un an ou deux. On n'a pas que cela à faire, on a pris le problème à bras-le-corps et on l'a réglé une fois pour toutes. Je suis certain que les gens préféreront recevoir 23 euros que 25 euros.

Monsieur Habi, vous avez déjà pris la parole. Si c'est bref, parce qu'on doit passer au vote, et on a encore de nombreux sujets.

M. Habi : Vous avez peut-être peur que je parle, mais en tout cas...

M. le Maire : Monsieur Habi, soit vous êtes correct...

M. Habi : Arrêtez de m'interrompre.

M. le Maire : Je n'ai pas peur que vous parliez, à condition...

M. Habi : Alors, laissez-moi parler.

M. le Maire : Que vous ne disiez pas n'importe quoi, ce que vous m'avez reproché, et que vous soyez bref et respectueux. Vous parlez au maire, Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Si vous voulez.

M. le Maire : Vous parlez au maire, Monsieur Hacène Habi. Il y a un règlement. Vous étiez très fort pour édicter ces règlements, Monsieur l'ancien Adjoint à la sécurité.

M. Habi : J'ai la parole ?

M. le Maire : Allez-y.

M. Habi : Merci bien. Donc je ne peux pas vous laisser dire que j'ai donné des consignes. Si j'ai justement démissionné, c'est parce que Monsieur l'omnimaire omniprésent souhaite tout contrôler et tout diriger. Évidemment, je ne m'inscris pas dans ce travail qui n'est pas un travail d'équipe. Dès lors, vous assumerez vous-même, Monsieur le Maire, les consignes que vous donnez aux services, y compris sur les amendes et les PV. Merci.

M. le Maire : Nous assumons complètement, et je réaffirme ce que j'ai dit. J'ai demandé à la police municipale de se concentrer sur les faits dangereux, c'est-à-dire les doubles files, les arrêts sur les bateaux qui empiètent sur la liberté des uns et des autres, et d'être tolérant sur certains stationnements lorsqu'ils ne gênent pas. Se concentrer sur les stationnements qui sont gênants, d'être tolérant dans une rue quand cela ne gêne pas, mais de ne pas être tolérant sur les voitures qui ont les quatre roues sur le trottoir et qui empêchent tout passage d'un piéton. Voilà les consignes que je donne à la police municipale avec également une compréhension et une explication de ce qu'ils font, ce qu'ils font très bien. C'est tout. J'assume complètement ce qui vient d'être dit, ce que je fais, et j'assume complètement ce choix de baisser de 25 euros à 23 euros et de faciliter le travail des services et d'en finir avec ce blocage lorsque les personnes se rendaient sur place, où il n'y avait personne. Il n'y a pas que la machine qui est en jeu. Il faut des personnes, et ces personnes sont plus utiles pour secourir la population ou régler un litige sur le trottoir qu'être en train de faire marcher une certaine machine qui, bien souvent, ne fonctionnait pas. C'est tout. Tout cela a été le fruit d'une réflexion que nous assumons. Je pense que c'est une très bonne chose. Les Choisyennes et les Choisyens seront ravis d'apprendre qu'au lieu de 25 euros, ils paieront 23 euros.

Y a-t-il d'autres interventions ? Passons au vote. Y a-t-il des votes contre ? Il y en a 5. Ce n'est pas à moi de compter, allez-y. Les votes contre ont levé les bras. Y a-t-il des abstentions ? Une abstention, et le reste, c'est pour. Merci.

La délibération n°13 est adoptée à la majorité. (5 votes contre, 1 abstention)

MÉDIATHÈQUE

→ 14. Adhésion du réseau des médiathèques de la ville de Choisy-le-Roi à l'association professionnelle : l'ABF

→ 15. Adhésion du réseau des médiathèques de la ville de Choisy-le-Roi à l'association professionnelle : Valmédia 94

→ 16. Adhésion du réseau des médiathèques de la ville de Choisy-le-Roi à l'association professionnelle : l'agence Quand les livres relient

→ 17. Adhésion du réseau des médiathèques de la ville de Choisy-le-Roi à l'association professionnelle : Images en bibliothèque

M. le Maire : Nous allons nous cultiver, nous passons au point n°14.

Mme Ostermeyer : Bonsoir à tous. Les quatre délibérations qui suivent et qui vous sont soumises ce soir concernent le réseau des médiathèques. Elles portent simplement sur des renouvellements d'adhésion à des associations professionnelles qui permettent à nos médiathécaires de travailler en lien avec d'autres professionnels du livre, de la culture, de l'enfance, du cinéma et de l'audiovisuel.

Je vous proposerais bien, si Monsieur le Maire est d'accord, de regrouper ces quatre délibérations d'un montant global de 510 euros, ce qui est très modeste, en un seul vote. Je vous remercie.

M. le Maire : Attendez, c'est important. Êtes-vous d'accord pour regrouper les quatre délibérations ? OK. Y a-t-il des interventions sur ces quatre délibérations ? Non, c'est bon. Y a-t-il des votes contre ? Pardon.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, j'ai une observation.

M. le Maire : Allez-y.

M. Id Elouali : Je profite...

M. le Maire : Soyez bref et respectueux, Monsieur Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Respectueux, toujours, bref, je ne sais pas. Mais en tout cas, c'est juste pour saluer le travail que fait la médiathèque. Je fais une page de pub, puisqu'on parle de publicité, car la médiathèque reçoit samedi des rencontres fertiles. Si vous voulez vous cultiver et allier à la fois culture, agriculture et nature en ville, rendez-vous samedi à la médiathèque. C'était une page de pub, pardon.

Mme Ostermeyer : Merci beaucoup pour cette page de pub. D'ailleurs, nous avons notre directrice qui présente ce soir que je salue.

M. le Maire : Bien, merci. Nous allons donc voter d'un bloc, à moins qu'il y ait encore des interventions sur une de ces quatre interventions. Non ? Nous allons voter en bloc les points numéro 14, 15, 16 et 17. Comme vous l'avez compris, ce sont des adhésions pour faciliter le travail de nos services, médiathèques, réseaux. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Non, c'est voté à l'unanimité. Merci.

Les délibérations n°14, 15, 16 et 17 sont adoptées à l'unanimité.

PARKING

→ 18. approbation du règlement intérieur des parkings publics couverts

M. le Maire : Nous arrivons au point n°18. Ce n'est pas très fastidieux à lire, vous l'avez peut-être déjà vu. Si vous avez d'emblée une observation, vous pouvez poser une question. Sinon, c'est un petit règlement. Il y a Monsieur Hacène Habi, allez-y.

M. Habi : Je souhaite apporter des précisions sur ce document-là, c'est le dernier document qui m'a été remis avant que je quitte Monsieur Panetta. Je souhaiterais que soit ajouté dans les interdictions formulées dans le règlement une chose toute bête, celle d'uriner dans les parkings. Cela n'a l'air de rien, mais c'est souvent le fléau qu'on rencontre. Et également, ce document qui est un copier-coller du règlement intérieur de la ville de Vélizy, il n'y a pas de problème, on peut s'inspirer des autres communes, mais dans l'original, il était question d'inclure tout le volet RGPD. Nos parkings sont notamment équipés de caméras, et ceci doit figurer dans le règlement intérieur. Dans cette version-là, ces points ne sont pas présents. J'aimerais que cela soit corrigé, qu'on rajoute ce volet protection des données personnelles, puisque c'est une obligation. Que l'on corrige les deux ou trois coquilles qui restent du copier-coller de Vélizy, et qu'on rajoute cette interdiction d'uriner dans les parkings, ce qui me semble être la base dans un règlement intérieur de parking. Voilà, je vous remercie.

M. le Maire : Ce sont des points qui sont possibles, notamment puisqu'on a saisi la police municipale notamment sur le parking de l'Hôtel de Ville où il y a des personnes alcoolisées qui persistent. Ce que j'aime bien, c'est le terme « serait-il possible d'ajouter ? » plutôt que « j'aimerais » ou « j'exige » que vous employiez souvent avant. « Serait-il possible d'ajouter cela ? » Oui, c'est possible.

Y a-t-il d'autres interventions ? Madame Juhel. Excusez-moi, je suis fatigué, Madame Luc.

Mme Luc : Vous nous accorderez que vous avez hérité d'une situation dans les parkings presque exemplaires. En effet, oui, je maintiens, 750 places de parking d'une qualité optimale à la fois de confort, d'ambiance et de sécurité. Monsieur Hacène Habi a dit tout à l'heure un nombre de caméras incroyable. Nous avons misé à la fois sur la vidéosurveillance et sur la présence humaine.

M. le Maire : Excusez-moi, Madame Luc, je n'entends pas. Il y a une baisse de micro.

Mme Luc : D'ailleurs, nous avons investi plus de 7 millions d'euros, ce qui était à la hauteur de notre objectif et l'enjeu crucial du stationnement en centre-ville. Le taux d'occupation des parkings parlait d'ailleurs de lui-même, je ne sais pas si cela continue, mais de nombreux Choisyens attendaient sur liste d'attente pour pouvoir bénéficier de nos parkings, notamment pour les abonnés qui les préféraient de loin aux parkings, je ne suis pas très gentille pour eux, de Valophis. Dans la notice, il est dit que le règlement intérieur n'existait pas. Chaque année, il y avait une délibération tarifaire au Conseil municipal qui en faisait office. Elle détaillait aussi les tarifs, évidemment, mais aussi les modalités d'usage, et était affichée dans chaque parking. Cela dit, nous voterons pour le règlement formalisé, j'espère de Choisy-le-Roi et pas de Vélizy.

M. le Maire : Très bien, Madame Luc. Je n'avais pas entendu le début, mais sur le dernier point, je vous assure qu'on a cherché un règlement et qu'on ne l'a pas trouvé. C'est pour cela qu'on a pondu ce règlement. Il y avait peut-être des délibérations, mais une délibération, ce n'est pas un règlement. Mais OK, ce n'est pas dramatique. Nous avons fait un règlement.

Maintenant, malheureusement, sur la satisfaction des parkings, j'ai plutôt des lettres, des plaintes, notamment celui de l'Hôtel de Ville où il va falloir qu'on ait une action, puisqu'ils parviennent à rentrer, nous n'arrêtons pas d'intervenir face au G20 à la suite de l'arrêté que j'ai fait sur l'interdiction de vente d'alcool après 20 h 00, et surtout que les épiceries, les commerces soient fermés à 22 h 00, ce qui commence à porter un peu ses fruits. Il faudra deux ou trois ans de lutte pour parvenir vraiment à assainir la situation. Je vais revenir sur le sujet. Nous nous sommes aperçus que finalement, beaucoup de consommateurs d'alcool et autres viennent d'autres villes. Ils pensaient être en impunité à Choisy-le-Roi. Au bout d'un moment où on a ingurgité 15, 20, 25 bières, il faut bien aller faire pipi quelque part. C'est souvent sur la voie publique, et malheureusement, le plus souvent, le plus utilisé pour cela, c'est le parking de l'Hôtel de Ville. J'ai de nombreuses lettres de plainte à ce sujet, donc nous allons essayer de traiter ce problème. Les choses se calment un peu. Les beaux jours reviennent, donc il y a une recrudescence de ces personnes qui reviennent s'alcooliser, qui recommencent à le faire un peu partout. Mais sinon, oui, nos parkings ne sont pas si mal que cela. Les places, quand même... Madame Juhel, si vous voulez qu'ils soient parfaits... Je vous assure que je n'ai rien bu, je n'ai rien pris, j'allais peut-être dire, si je peux vous faire plaisir et ajouter autre chose qui m'aurait encore valu des critiques, donc je ne vais pas le dire, je suis prêt à vous faire plaisir et dire qu'ils sont parfaits. Vous avez fait au mieux de ce que vous pouviez faire avec la place disponible, mais quand même, le parking de l'Hôtel de Ville, je n'arrive pas à me garer. Je me gare seulement sur le côté. Quand on est entre deux voitures, on ne peut pas sortir. C'est un peu étroit, mais vous avez eu le mérite de faire ces parkings. Très bien. Nous allons essayer, modestement, d'améliorer, c'est difficile, j'ai des

lettres de plainte. Je ne sais pas comment ils arrivent à entrer, il faut qu'on voie. Ils ont trouvé un système pour pousser la porte, entrer et faire leurs besoins là-dedans. Il faut qu'on travaille là-dessus.

Y a-t-il d'autres interventions ? On peut passer au vote ? Nous allons rajouter... Madame Lemoine.

Mme Lemoine : Mesdames, Messieurs, Monsieur le Maire. Je souscris juste à la demande de modification qui a été proposée.

M. le Maire : Elle est notée, nous allons la porter, le Conseil est informé que nous allons porter, ce n'est pas des modifications, mais des ajouts sur le règlement.

Y a-t-il d'autres interventions ou l'on peut voter ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.

DLC

→ 19. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2022 (1ère affectation)

M. le Maire : Nous arrivons au point 19. Je passe la parole à l'excellent Monsieur Matthias Fondeneige qui va nous présenter cela d'un trait.

M. Fondeneige : Merci, Monsieur le Maire. Par contre, en une délibération, je vais faire un peu plus élevé que Madame Ostermeyer en quatre, puisque le montant de la délibération de cette première ventilation est d'un total de 41 750 euros.

Pour le cadre réglementaire, lors du budget primitif le 23 mars 2022, il a été déterminé une enveloppe permettant d'attribuer des subventions aux associations locales et groupements locaux au titre de l'année 2022. Une première ventilation de cette subvention a été portée dans le document budgétaire, mais l'intégralité de cette somme n'a pas été affectée en attente des décisions prises par la commission culture, sport, jeunesse et associative chargée de se prononcer sur l'attribution desdites subventions.

Le tableau ci-dessous présente la répartition de cette première ventilation de l'enveloppe affectée à la vie associative. C'est donc cette première ventilation qu'il est proposé au Conseil municipal d'approuver par un vote. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Fondeneige. Y a-t-il des interventions sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Bien. Je répète le rôle si important des associations sur notre ville et bien sûr dans d'autres.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.

→ 20. Actions 2022 financées dans le cadre du contrat de ville Seine Amont - approbation des demandes de subventions

M. le Maire : Le point n°20, je donne la parole à l'efficace Madame Sabrina Fontaine.

Mme Fontaine : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous. Donc je rappelle que le contrat de ville a été approuvé par le Conseil municipal du 22 mai 2015 et signé le 10 juillet 2015. Depuis le 1er janvier 2016, la compétence politique de la ville a été transférée à l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre qui assure la contractualisation, l'animation et la coordination à l'échelle intercommunale. Les communes restent responsables de la mise en œuvre opérationnelle. L'unique quartier prioritaire choisyen retenu au titre de la géographie prioritaire de la politique de la ville est le quartier sud. Le contrat de ville décline les engagements des signataires quant à la mise en œuvre des moyens spécifiques dédiés aux quartiers prioritaires ainsi que la mobilisation du droit commun sur ces mêmes quartiers. Grâce à ce partenariat, des actions sont menées collectivement et soutenues financièrement. Les actions éligibles proposées répondent aux orientations définies dans le contrat de ville et s'inscrivent dans l'une des thématiques de la nomenclature des interventions éducation, santé, parentalité, culture, lien social, citoyenneté, jeunesse, prévention de la lutte contre les discriminations liées à l'origine et à l'adresse, emploi, développement économique, cadre de vie, renouvellement urbain. La jeunesse, la prévention et la lutte contre les discriminations et l'égalité entre les femmes et les hommes sont des thématiques transversales. Ces actions peuvent être conduites par les services de la ville ou par des associations.

On a un tableau présenté avec le contrat de ville. Seule la répartition de l'enveloppe des 10 000 euros que la ville destine au renforcement des projets associatifs au bénéfice du quartier en politique de la ville nécessite l'approbation de cette délibération. Le reste est consultatif.

Pour vous faire un petit rappel sur ce qu'ont été les actions sur Choisy-le-Roi cofinancées en 2022 par les crédits spécifiques de la politique de la ville, au niveau de l'État, il y a :

- 3 projets pour un montant de 138 800 euros sur l'éducation,
- Sur la santé : 5 projets à hauteur de 29 500 euros,
- Le lien social, la citoyenneté, participation des habitants : 3 projets à hauteur de 17 000 euros,
- La lutte contre les discriminations : un projet à 9 000 euros,
- On a 12 projets de ville à 194 300 euros financés par l'État.

Ensuite, au niveau des associations :

- On a deux projets santé à hauteur de 5 000 euros,
- Culture, expression artistique : 6 projets à 39 500 euros,
- Le lien social citoyenneté et participation des habitants : 6 projets à 24 500 euros,
- Lutte contre les discriminations : 2 projets à 10 500 euros,
- L'emploi : 7 projets à hauteur de 30 000 euros,
- Le cadre de vie et renouvellement urbain : un projet à 4 000 euros.

Cela fait 24 projets associatifs à hauteur de 113 500 euros.

Donc les subventions ensuite de la ville, au niveau du crédit politique de la ville aux associations, l'enveloppe des 10 000 euros, sont répartis sur 12 projets pour un montant de 1 900 euros sur la culture expression artistique :

- 4 200 euros sur le lien social, citoyenneté, participation des habitants,
- 400 euros hauteur de la lutte contre les discriminations,
- L'emploi : 3 500 euros,

Donc pour une enveloppe de 10 000 euros. Voilà pour la répartition des subventions. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Madame Fontaine, et merci de cet excellent travail qui apporte des activités nécessaires sur Choisy-le-Roi.

Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Non. Nous pouvons voter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

→ 21. Approbation de la convention à passer avec l'association Au Fil de l'Eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2022

M. le Maire : Le point n° 21, je passe la parole au passionné Monsieur Kristian Bolle.

M. Bolle-Dalliah : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, Choisyennes, Choisyens, si vous nous écoutez encore ou si vous rediffusez cette vidéo, je vous annonce effectivement que dès la semaine prochaine, le passeur de rives revient sur la formule que nous avons connue l'année dernière, c'est-à-dire une année à succès.

Il sera en place dès le 25 mai jusqu'au 25 septembre à raison de trois demi-journées par semaine, le mercredi après-midi, le samedi après-midi, le dimanche après-midi, de 14 h 00 à 19 h 00, avec un départ toutes les 10 minutes.

Vous le savez, je l'avais présenté lors du précédent Conseil, le bilan de l'année 2021 a été plus que positif sur ce passeur de rives. Nous nous étions engagés à le développer dans les années à venir. À ce titre, nous avons cette année pris l'initiative, et j'en remercie les services, de proposer un questionnaire, une participation de notre population pour étudier et voir quels étaient leurs besoins en termes de développement de ce service, et face à la vague de réponses que nous avons obtenues qui démontre tout l'intérêt à développer, justement, ce passeur de rives, nous avons décidé de renouveler dans les mêmes conditions, compte tenu des délais, pour pouvoir mieux rebondir et plus coller au fonctionnement souhaité de la part des Choisyens et des Choisyennes.

Ce délai que nous prenons jusqu'à l'année prochaine nous permettra notamment de terminer nos discussions avec le Département partenaire de cette convention et avec Haropa Port, parce que l'un des points qui avaient été soulevés l'année dernière était l'accès PMR de ce service, qui était un service encore une fois dormant jusqu'à l'année dernière. Ce soir, j'ai la joie de pouvoir vous annoncer que nous avons enfin, après une année de discussion, obtenu l'accord préalable du département comme de Haropa Port pour une mise aux normes des deux côtés de la Seine du passeur de rives. Et pour des raisons internes à leur propre calendrier, cela n'a pu être fait cette année. C'est pour cela qu'encore une fois on reconduit

dans les mêmes dispositions que l'année dernière pour vous proposer une version plus aboutie et plus concrète dans les années à venir.

C'est pourquoi, effectivement, je vous propose de voter, et j'espère à une large part. Merci à vous.

M. le Maire : Merci, Monsieur Bolle. Y a-t-il des interventions sur ce sujet qui devrait faire consensus, je pense ? Non, je n'en vois pas. On peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 22. Adhésion au SIGEIF de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre

M. le Maire : Point n°22. Monsieur Chirrane, vous avez la parole.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, très rapidement, l'an passé, nous avons déjà eu à nous prononcer sur cette demande d'adhésion. Il s'avère que la demande n'a peut-être pas été formulée sur le mécanisme qui convenait. Le contrôle de la légalité a retoqué la demande faite, et je vous propose donc, après que le SIGEIF ait fait droit à la demande de l'EPT et qu'une nouvelle délibération ait été prise, de nous prononcer favorablement à cette adhésion. Nous n'avons aucune raison ni de passionner le débat ni de refuser.

M. le Maire : Voilà, c'est pour ne pas... Monsieur Id Elouali a une question.

M. Id Elouali : Monsieur Chirrane, c'est « Sigèf », ou « Ségéif » ?

M. Chirrane : Pour faire plaisir à Monsieur Guillaume, je dirais « Sigèf ».

M. le Maire : J'ai failli demander à Monsieur Chirrane qui nous explique ce qu'est le « Sigèf » ou « Sigéif », je ne l'ai pas fait.

Rires

M. Chirrane : Non, c'est une usine à gaz.

M. le Maire : S'il te plaît, ne nous l'explique pas.

Rires

M. le Maire : De toute façon, ce sont les usages. On ne se prononce pas contre une ville, on l'accepte. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

→ 23. Retrait de la ville de Champigny-sur-Marne du SIRESCO

M. le Maire : C'est un peu la même chose, je donne la parole à Madame Bezace.

Mme Bezace : Bonsoir à tous. Effectivement, la commune de Champigny-sur-Marne a décidé lors de son dernier Conseil municipal du 2 février 2022 de solliciter sa sortie du syndicat intercommunal pour la restauration collective, le SIRESCO. Le comité syndical du

SIRESCO a acté le principe du retrait de cette commune par une délibération du 22 mars 2022. La procédure de retrait d'une commune d'un syndicat intercommunal défini par le Code général des collectivités territoriales nécessite que chaque commune adhérente se prononce sur la demande de sortie de la commune concernée, après quoi un arrêté interpréfectoral sera établi.

Dans ce cadre, il est demandé au Conseil municipal de notre commune de se prononcer favorablement sur le retrait de la commune de Champigny-sur-Marne du SIRESCO.

M. le Maire : Merci, Madame Bezace. Les usages, on n'entre pas dans les décisions des communes, mais peut-être qu'il y aura des remarques, je ne sais pas. Y a-t-il des remarques, des interventions ? Non, je n'en vois pas. On peut procéder au vote.

La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.

→ 24. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Nous arrivons au fameux compte rendu des décisions L-2122 etc. Je voudrais avoir, s'il vous plaît, un petit mot. Pour les plus anciens, quand j'arrive à cette décision, bien sûr, je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée à Monsieur Bernard Bismuth qui était parmi nous le grand spécialiste des questions abracadabrantes sur les non moins abracadabrants comptes rendus des décisions L 21/22.

Je voudrais aussi rendre un hommage à un ancien premier adjoint, un conseiller, un de vos anciens collègues, parce qu'il me semble que je n'étais pas conseiller municipal lorsqu'il l'était, je veux parler de Monsieur David Bohbot dont nous avons été surpris du décès. Monsieur David Bohbot était une personne, comme je l'ai dit à sa femme, une belle personne. Juste un petit instant, David Bohbot est resté premier adjoint et conseiller municipal une quinzaine d'années. Il n'a jamais été premier adjoint ? Excusez-moi, il m'a semblé qu'à un moment, il était premier adjoint. Oui, il était adjoint aux sports. Pardonnez-moi, il était troisième adjoint. Ce n'est pas cela qui compte, c'est la qualité de l'homme. Je suis navré, je pensais qu'à un moment, il avait été premier adjoint. C'est une personne avec qui je m'entendais bien. Nous avons été surpris, il était malade, mais cela surprend toujours. Malheureusement, vous ne l'avez peut-être pas su, moi, je l'ai su au dernier moment, et j'ai tenu, bien sûr, à lui rendre hommage et à présenter mes condoléances en mon nom et au nom, bien sûr, de la municipalité à son épouse. Vous savez, on se retrouvait souvent chez Bernard, à sa librairie, puisqu'il habitait à côté. On discutait souvent, et j'étais très ému lorsque j'étais au cimetière. En jetant la terre, comme le veut leur tradition, il se trouve qu'ils sont enterrés côte à côte. Je crois qu'il y a juste une tombe entre les deux. J'espère que nos discussions à refaire le monde ou pas, etc., qu'ils soient ensemble à continuer. Je tenais à rendre hommage, et je suis sûr que vous auriez fait pareil, et que vous faites pareil, à Monsieur David Bohbot.

Il faut voter les délibérations ? Non, c'est un compte rendu. Les décisions, c'est juste un compte rendu. C'est juste s'il y a des questions, mais s'il n'y en a pas, c'est un compte rendu.

→ Conclusion

M. le Maire : Avant de partir, je vous remercie de l'excellente tenue de ce Conseil. De plus, je vous appelle tous à nous aider, je vous rappelle ce que j'ai dit, je sais que vous êtes nombreux à participer, pour qu'on puisse réussir parfaitement ces élections législatives pour que vous assuriez vraiment ce devoir dans notre diversité, comme on l'a fait pour les présidentielles. Je crois que cela revalorise la politique d'être ensemble, assurer la réussite

de ces élections pour que la démocratie s'exprime. Merci à ceux qui l'ont fait, et merci à ceux qui vont le faire. Bonne soirée.